



Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 1 / MARS 2016
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Genre: les écarts perdurent

Pas de développement durable sans égalité des sexes

Le Népal face à l'exode de la main-d'œuvre

Un important facteur économique, mais des risques pour les travailleurs

Agenda 2030

La Suisse évalue les actions nécessaires

Sommaire

DOSSIER



GENRE

- 6 Pas de développement durable sans égalité des sexes**
La communauté internationale s'est donné quinze ans pour combler les écarts
- 11 «Bien trop d'inégalités encore»**
Entretien avec Phumzile Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive d'ONU Femmes
- 13 Des actes passés sous silence**
Dans la guerre civile qui sévit au Soudan du Sud, les violences sexuelles sont systématiquement utilisées comme arme de guerre
- 14 Un pécule qui vaut bien une entorse à la tradition**
En Afghanistan, un projet suisse crée des activités génératrices de revenus pour les femmes. Celles-ci ont désormais davantage de liberté de mouvement.
- 16 Vaincre la résistance au changement**
Au Bénin, la DDC renforce la présence des femmes dans les instances politiques
- 17 Faits et chiffres**
- 18 Émigrer pour nourrir sa famille**
Au Népal, l'exode de main-d'œuvre constitue un facteur économique croissant – une migration non sans risque pour les travailleurs
- 21 Sur le terrain avec...**
Diepak Elmer, chef de mission adjoint à l'ambassade de Suisse au Népal
- 22 Je peux témoigner de la violence faite aux femmes**
L'avocate népalaise Mohna Ansari évoque son combat pour les minorités et les femmes

HORIZONS



DDC



- 23 Mieux prendre soin des personnes âgées et handicapées**
En Pologne, la DDC mène quatre projets pilotes intégrant de nouvelles approches dans le domaine de la santé
- 24 Plus fort que la terreur**
Un projet psychosocial au Niger aide les victimes du groupe terroriste Boko Haram à surmonter leurs traumatismes et à reprendre une vie normale

FORUM



- 27 Les premiers pas vers un monde meilleur**
L'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable impose aussi des mesures en Suisse. Des critiques sur le processus s'élèvent déjà.
- 29 Fragile stabilité au Maroc**
Carte blanche : le Marocain Driss Ksikes s'inquiète des secousses régulières, plus ou moins fortes, dans son pays

CULTURE



- 30 Jeunes photographes du Bangladesh**
Un regard fascinant sur la vie et la culture de ce pays

- 3** Éditorial
4 Périscope
26 DDC interne
33 Service
35 Coup de cœur avec Talkhon Hamzavi
35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Il n'y a pas lieu de justifier l'égalité

Sexe ou genre ? Quel terme utiliser pour parler de l'égalité entre femmes et hommes ? Influencés par l'anglais, qui définit le mot *sex* de manière très restrictive et privilégie donc l'emploi du terme *gender*, les francophones ont, par glissement, commencé à parler de « genre ». Même si la définition française de « sexe » inclut la notion d'appartenance à la classe des femmes ou des hommes et désigne aussi leur rôle dans la société, l'expression « égalité des genres » devient usuelle. Quoi qu'il en soit, c'est le contenu qui compte. L'égalité entre femmes et hommes est certes inscrite dans la Constitution de nombreux pays, dont la Suisse (art. 8 Cst.). Elle est cependant loin d'être acquise, car nous n'aurions pas eu besoin de lui consacrer le dossier de ce numéro d'*Un seul monde*.

Évaluant la mise en pratique de l'égalité, un récent rapport du Forum économique mondial (WEF) place la Suisse au 8^e rang sur 145 pays. Le Rwanda nous devance et cela ne me surprend guère : lorsque je me suis rendu dans ce pays l'année dernière, je n'ai été reçu que par des femmes aux niveaux les plus élevés des ministères. Alors que la Suisse s'en tire plutôt bien dans les domaines de la formation et de la santé, les femmes sont sous-représentées en politique et dans le secteur économique. Concilier travail et vie de famille constitue un défi tout particulier pour les mères qui élèvent seules leurs enfants. Les femmes qui travaillent sont deux fois plus nombreuses que les hommes à être touchées par la pauvreté. Elles gagnent en moyenne 20% de moins pour un emploi identique, l'écart atteignant même 30% dans les postes à responsabilité. Les interruptions de carrière et les emplois à temps partiel expliquent sans doute une partie de ces différences ; le reste relève de la discrimination. Un déséquilibre règne aussi en politique : le Conseil national compte 32% de députées, le Conseil des États seulement 15%. Même à la tête de la DDC, les femmes sont trop peu nombreuses.

Depuis les années 90, la DDC mise sur l'égalité des sexes dans la lutte contre la pauvreté. En 2003, elle s'est d'ailleurs dotée d'une politique pour promouvoir la parité entre hommes et femmes. Cette stratégie ne vise pas seulement à établir l'égalité en droit, mais

aussi à tenir compte des différences sexospécifiques. Femmes et hommes ne sont, par exemple, pas égaux face à une crise humanitaire. En cas de catastrophe naturelle, une femme risque davantage de mourir qu'un homme. Les hommes sont, en revanche, plus souvent victimes de conflits armés. Les femmes et les filles sont, quant à elles, plus exposées à la violence sexuelle. La stratégie de la DDC a donc pour but de renforcer leur rôle sur les plans économique et politique, mais aussi de les protéger contre la violence dans les régions en conflit. L'essentiel de cet effort passe par la sensibilisation des hommes et des garçons.

Voici quelques exemples qui illustrent la politique de la DDC. En Tunisie, nous avons soutenu en 2014 un projet de formation destiné à 200 femmes candidates aux élections parlementaires. Neuf d'entre elles ont été élues. Au Laos, nous encourageons la participation des femmes aux processus de décision qui fixent les priorités des services publics (dans les villages que j'ai visités, les femmes sont parvenues à se faire entendre). Dans douze pays, dont l'Afghanistan, le Burundi, le Rwanda, la Bosnie et le Tadjikistan, nous soutenons des programmes contre la violence sexospécifique. Dans la région des Grands Lacs, 20 000 victimes de violences ont bénéficié depuis 2011 d'une prise en charge particulière, notamment grâce à la DDC.

L'égalité des sexes constitue aussi un facteur économique. Si la parité était totale à l'horizon 2025, le produit intérieur brut mondial progresserait de 28 000 milliards de dollars (soit l'équivalent des PIB des États-Unis et de la Chine réunis), selon une étude du cabinet McKinsey.

Je tiens à souligner ceci : que ce soit au niveau économique ou juridique, il n'y a pas lieu de justifier l'égalité des sexes. Elle va de soi.

Manuel Sager
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope

The New York Times/Redux/laif



Gagnants sur tous les tableaux

(jlh) Dans des pays pauvres comme le Cambodge, le Congo ou le Bangladesh, la pêche en eau douce est souvent plus importante pour nourrir la population que la pêche en mer et l'élevage piscicole. Nombre de cours d'eau souffrent toutefois de la surpêche. C'est le cas notamment des lacs et des cours d'eau accueillant l'*arapaima gigas*, l'un des plus grands poissons d'eau douce du monde, qui joue un rôle essentiel pour l'alimentation et l'apport en protéines des populations du bassin amazonien. Une étude conjointe des universités de Rio Grande do Norte (Brésil) et d'East Anglia (Royaume-Uni) a montré qu'il valait la peine de placer sous protection les lacs et les cours d'eau de la région, en confiant à la population locale la gestion de la pêche. Les effectifs piscicoles sont ainsi quatre fois plus importants qu'ailleurs et les riverains gagnent sur tous les tableaux : la qualité et la biodiversité de leurs eaux sont préservées et leur base alimentaire reste intacte, sans compter les revenus supplémentaires générés par la pêche.
www.uea.ac.uk, « Amazon Fishery »

Des millions d'esclaves

(bf) Qu'ils soient manœuvres sur les chantiers chinois, femmes yézidiennes enlevées par l'État islamique ou prostituées arpétant les trottoirs des métropoles européennes, ils partagent tous une réalité : celle de ne pas pouvoir partir. On a pris leur passeport, on les a menacés, eux ou leur famille, et on les a placés dans une situation de dépendance absolue. Selon l'Indice mondial de l'esclavage 2016, il y a plus d'esclaves que jamais dans le monde, soit 45,8 millions. Plus de la moitié vivent en Chine, en Inde, au Bangladesh et en Ouzbékistan. Pourtant, à part la

Corée du Nord, tous les pays interdisent l'esclavage. Pour éclairer cette véritable économie de l'ombre, les chercheurs de la fondation australienne Walk Free, qui édite l'indice, ont mené un total de 40 000 entretiens en cinquante langues différentes. L'étude synthétisant ceux-ci montre que, si nombre



Matthieu Gattioni/Redux/laif

de pays traînent les pieds pour poursuivre les coupables d'abus et de traite d'êtres humains, c'est que la main-d'œuvre bon marché forme la base de leur économie.

www.globallaveryindex.org

Première université pour réfugiés

(lb) Les personnes vivant dans les camps du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) reçoivent des vêtements et de la nourriture, ont accès aux services de santé et peuvent achever leurs études de niveau secondaire I. Mais ils n'ont pas la possibilité de poursuivre leur cursus. « Pourquoi ne pas ouvrir une université dans les camps de réfugiés ? », s'est demandé Yveline Wood, une artiste genevoise qui a fondé l'ONG suisse UniRef. « Notre objectif est de donner un avenir aux jeunes réfugiés afin qu'ils puissent trouver un emploi dans leur pays d'origine ou d'accueil », explique-t-elle. En 2017, UniRef ouvrira les portes de la première université de langue française dans le camp de Musasa, au nord-est du Burundi. En collaboration avec le HCR, l'ONG proposera des cours de degré universitaire pour former des infirmiers et des professeurs de français. Dès 2018, il sera également possible de suivre un cursus académique en agronomie et en économie agroalimentaire. Un projet similaire verra simultanément le jour dans le camp de réfugiés de Nyarugusu, au nord-ouest de la Tanzanie. UniRef permettra ainsi à près de 1200 étudiants de continuer leur formation et d'obtenir un diplôme d'État.
www.uniref.ch

Essor du tourisme en Albanie

(fu) Alors que l'Albanie ouvrait ses portes au début des années 90 à la suite de la chute du ré-

gime communiste, elle était au mieux une destination confidentielle. Pourtant, cet État des Balkans possède un important potentiel touristique, avec 362 km de côtes sur l'Adriatique, un climat agréable ainsi que de pittoresques paysages de montagne dans le centre du pays. Il semblerait qu'elle ait trouvé entre-temps une place sur la carte touristique de l'Europe. Le nombre des touristes étrangers a plus que triplé entre 2007 et



Nick Hammes/laif

2014, dépassant aujourd'hui 3,4 millions. Cette situation n'est pas sans lien avec le réjouissant développement économique. Les investissements dans les infrastructures, le renforcement de l'État de droit ainsi que la promotion des financements privés se répercutent positivement sur le marché touristique. Il faudra, cependant, encore du temps pour que l'Albanie puisse rivaliser avec la Grèce et la Croatie voisines. Elle reste pour l'instant en queue du peloton européen avec la Moldavie, selon une étude du Forum économique mondial examinant la compétitivité touristique.

Des drones livreurs de sang

(jls) En raison de la topographie très accidentée du pays, les transports par route sont lents et compliqués au Rwanda. Or, les



Dessin de Jean Auggenieur

centres de santé ont besoin de sang en urgence lorsqu'ils doivent pratiquer des transfusions sur des patients victimes de fortes hémorragies. Le gouvernement a décidé d'utiliser des drones pour acheminer rapidement des lots de sang vers les zones rurales. En octobre dernier, il a inauguré une base de lancement à Muhanga, à 50 km de la capitale Kigali. De là, quinze drones desservent 21 cliniques situées dans l'ouest du pays. « Le sang est un bien très précieux. On ne peut pas simplement le stocker en grande quantité dans chaque centre de santé », explique Keller Rinaudo, directeur de Zipline, l'entreprise américaine qui a conçu la base et les appareils. Ces derniers, nommés « Zips », ont la forme de petits avions.

Grâce à leur batterie, ils ont une autonomie d'environ 150 km. Ils atteignent 70 km/h. Les Zips larguent les poches de sang, munies d'un petit parachute, à 20 mètres au-dessus du sol. <http://flyzipline.com>

Reboiser le Kilimandjaro

(jls) Le changement climatique compromet la fonction de château d'eau que joue le Kilimandjaro pour le Kenya et la Tanzanie. La calotte glaciaire du plus haut sommet d'Afrique a déjà diminué de 80% et va probablement disparaître dans les prochaines décennies. Par ailleurs, le climat plus chaud et plus sec a entraîné une augmentation des feux de forêts. Depuis 1976, les incendies ont déjà détruit 13 000 ha de surface boisée. Il n'y a plus assez d'arbres pour

que les forêts puissent capter les gouttelettes de brouillard et filtrer, puis stocker l'eau de pluie. Plusieurs rivières commencent à se tarir. Les habitants vivant au pied de la montagne connaissent des pénuries d'eau récurrentes durant la saison sèche. Dans un récent rapport, le Programme

des Nations Unies pour l'environnement exhorte la Tanzanie à protéger le bassin versant du Kilimandjaro, afin de prévenir une crise hydrique. Il lui recommande notamment de lancer des programmes de reboisement. www.grida.no/publications/mo/east-africa



Loraine Wilson/robertharding/afaf

Pas de développement durable sans égalité des sexes

Aucun pays n'est encore parvenu à instaurer l'égalité des sexes. Des progrès ont été accomplis, notamment en matière d'éducation, mais les discriminations envers les femmes perdurent dans de nombreux domaines. En adoptant l'Agenda 2030 de développement durable, la communauté internationale s'est donné quinze ans pour combler les écarts. De Jane-Lise Schneeberger.



DOSSIER

Un quartier défavorisé à Dacca, capitale du Bangladesh : plus de 70% des personnes vivant dans une pauvreté extrême à travers le monde sont des femmes.

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée en 1979, exige des États signataires qu'ils introduisent l'égalité des sexes dans leur législation et veillent à son application. À ce jour, 143 pays ont déjà ancré ce principe dans leur Constitution. Ils sont également nombreux à avoir aboli des lois discriminatoires ou promulgué de nouveaux textes qui visent à promouvoir la parité.

« Les instruments juridiques sont indispensables, car ils permettent aux femmes de faire valoir leurs droits. Toutefois, leur application butte fréquem-

ment sur les normes sociales qui attribuent aux individus des rôles spécifiques selon leur sexe », remarque Flurina Derungs, chercheuse au Centre interdisciplinaire d'études genre de l'Université de Berne. « Ces stéréotypes de genre, profondément ancrés dans les mentalités, perpétuent les inégalités dans de très nombreux domaines. »

Les disparités constituent un obstacle au développement : elles limitent l'accès des femmes à la santé, à la formation, aux ressources, au marché du travail et aux processus de décision, ce qui les enferme dans la pauvreté.

Un programme visionnaire

À Pékin en 1995, la quatrième conférence mondiale sur les femmes a montré la voie à suivre pour combler les écarts entre les sexes. Son programme d'action définissait des objectifs à atteindre dans douze domaines critiques, comme la pauvreté, l'éducation, la santé, la violence, les conflits armés ou l'économie. «Ce document visionnaire et ambitieux guide encore aujourd'hui l'action de la coopération internationale. Nous essayons de dé-



Au Mexique (à gauche) et au Sénégal comme dans le reste du monde, le niveau de formation des femmes a augmenté, mais leurs perspectives professionnelles ne se sont toujours pas améliorées.

fendre les acquis et de ne pas régresser», remarque Ursula Keller, responsable des questions de genre à la DDC. Vingt ans après, l'ONU a évalué la mise en œuvre du programme adopté à Pékin. Elle a reconnu que des progrès avaient été accomplis, mais déploré leur «lenteur inacceptable». Les femmes pauvres sont particulièrement désavantagées à plusieurs égards. Cette revue critique a servi de base à la formulation des Objectifs de développement durable (ODD) en matière de genre.

L'éducation et la santé sont deux domaines dans lesquels des progrès importants ont été enregistrés. Ainsi, le taux de mortalité maternelle a reculé au niveau mondial. Mais il reste excessivement élevé en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Les décès sont liés notamment au manque de services sanitaires, aux accouchements non médicalisés et aux avortements pratiqués dans de mauvaises conditions. En matière d'enseignement, les pays en développement ont presque atteint la parité des sexes dans le cycle primaire et s'en sont rapprochés au niveau secondaire. «Cependant, l'on n'a pas réussi à endiguer le décrochage scolaire. Beaucoup de filles abandonnent l'école quand elles atteignent la pu-

berté, pour être mariées ou parce qu'elles doivent se consacrer à plein temps aux travaux ménagers», s'inquiète Ursula Keller. En outre, les écarts restent importants dans l'enseignement supérieur.

Emplois précaires et maigres revenus

La hausse du niveau éducatif des femmes n'a guère amélioré leurs perspectives professionnelles. La transition vers le marché du travail reste problématique. Seules 55% d'entre elles ont un emploi salarié for-



Sam Phelps/NY7/Reuters/Alf

mel, une proportion qui stagne depuis trente ans. Généralement, elles gagnent moins que les hommes et occupent des fonctions subalternes. Dans les pays en développement, les femmes sont par contre surreprésentées dans le secteur informel, où les conditions de travail sont précaires. L'agriculture, par exemple, se féminise de plus en plus. Mais des normes et des lois discriminatoires réduisent la productivité des paysannes. Dans certains pays, les femmes n'ont pas le droit de posséder ou d'hériter des terres. Ayant un accès limité au crédit, elles ne peuvent pas se procurer les intrants et les équipements nécessaires. Leurs parcelles sont souvent plus petites et moins fertiles que celles des hommes. Les femmes ont peu d'influence sur les causes structurelles de ces injustices, car elles ne participent pas sur un pied d'égalité aux processus de décision. Leur représentation a néanmoins augmenté dans certains domaines ces vingt dernières années. Ainsi, la proportion de députées dans les Parlements nationaux est passée de 12 à 23%.

Un travail non rémunéré et invisible

«Si les femmes ne peuvent pas s'investir davantage

Impact des inégalités sur la sécurité alimentaire

Les agricultrices des pays en développement travaillent dur. Pourtant, elles produisent moins que les hommes, en raison de leur accès limité aux ressources productives (terres agricoles, crédit, équipements, semences améliorées, engrais, services de vulgarisation). Dans son rapport *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011*, la FAO a calculé que, si les paysannes disposaient des mêmes moyens que les hommes, elles pourraient accroître de 20 à 30% le rendement de leurs exploitations. La production agricole des pays en développement augmenterait alors de 2,5 à 4%. Cela permettrait de réduire de 100 à 150 millions le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde.



Katherine Kiviat/Reuters/afp

À Lahore, au Pakistan, un père conduit au travail sa fille défigurée par une attaque à l'acide. À Buenos Aires, en Argentine, plus de 200 000 personnes manifestaient dans la rue en 2015 contre les violences à l'encontre des femmes.

dans des activités productives ou dans la vie politique, c'est surtout par manque de temps. Elles doivent accomplir un volume disproportionné de travaux non rémunérés au sein de la famille», note Flurina Derungs. Selon les codes sociaux, il leur incombe de prendre soin des enfants, des proches

âgés et des malades, et d'effectuer les tâches domestiques. Outre la cuisine et le ménage, celles-ci incluent les corvées d'eau et de bois, qui représentent une perte colossale de temps: à travers le monde, les femmes et les filles passent 200 millions d'heures chaque jour à collecter de l'eau. Toutes

Enfance perdue

La pratique du mariage d'enfants a légèrement diminué ces dernières décennies, mais elle reste très répandue dans les pays en développement. Chaque année, près de 15 millions de filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, soit 37 000 par jour. Ces unions précoces impliquent toutes sortes de dangers. La probabilité est grande que les jeunes épouses doivent abandonner leur scolarité. Elles sont également plus susceptibles de subir des mauvais traitements et des abus sexuels de la part de leur mari. En outre, une grossesse précoce présente des risques élevés de complications qui peuvent entraîner la mort de la mère et du bébé.

Axel Lindkvist/Reuters/afp





Evelyn Hochstein/Polars/af

À travers le monde, les femmes et les filles passent chaque jour 200 millions d'heures à collecter de l'eau. Cette activité, indispensable au bon fonctionnement de la société, n'est toutefois pas valorisée socialement.

ces activités, essentielles au fonctionnement de la société, ne sont pas valorisées socialement.

Pour renforcer l'autonomie économique des femmes, il convient d'abord d'alléger leur fardeau quotidien. Cela nécessite un partage plus équitable des tâches au sein de la famille. D'autre part, différentes mesures permettent de réduire le temps absorbé par les activités ménagères et de soins : on peut par exemple construire des puits plus près des habitations, électrifier les villages ou créer des structures d'accueil pour les enfants et les aînés.

Prévenir la violence, un devoir étatique

Les relations inégales de pouvoir entre les sexes sont aussi à l'origine de la violence envers les femmes et les filles, une véritable pandémie mondiale qui ne ralentit pas. Une femme sur trois subit des violences physiques et/ou sexuelles au cours de sa vie, le plus souvent commises par son partenaire. Pendant longtemps, la communauté internationale ne s'en est pas préoccupée, estimant que de tels actes relevaient de la sphère privée. Aujourd'hui, on reconnaît que les États ont le devoir de protéger les femmes. Cependant, seuls deux tiers des pays ont adopté des lois condamnant la violence domestique et ils peinent à les faire appliquer. Ce fléau est ruineux pour la collectivité, si l'on considère ses coûts directs pour le système de santé et ses coûts indirects, comme les heures de travail perdues et la productivité réduite des victimes.

Durant les conflits, toutes les formes de violence envers les femmes s'aggravent : viols individuels et collectifs, violence domestique, traite des personnes, esclavage sexuel, etc. Les maladies sexuellement transmissibles, les grossesses non désirées et la mortalité maternelle augmentent en parallèle. « Les acteurs humanitaires n'ont véritablement pris ce problème au sérieux qu'à partir des années 90, quand les viols massifs commis durant le génocide rwandais et la guerre en ex-Yougoslavie l'ont rendu très visible », observe Sascha Müller, de l'Aide humanitaire de la DDC. « Les violences sexistes ont de graves conséquences non seulement sur la santé physique et psychique des victimes, mais également sur l'ensemble de la société. » Nombre de femmes violées sont stigmatisées au sein de leur communauté, rejetées par leur mari ou même contraintes d'épouser leur agresseur.

Élimination des discriminations d'ici 2030

Si l'égalité tarde à se concrétiser dans la pratique, elle a gagné du terrain sur le plan politique. « Depuis quelques années, le genre n'est plus abordé de façon marginale. Il occupe une place centrale dans les processus politiques qui élaborent le cadre normatif mondial », se réjouit Ursula Keller. Le nouvel Agenda 2030 de développement durable en est l'exemple par excellence. Ce programme accorde une importance majeure à l'autonomisation des femmes et à l'élimination des discriminations. Le

Femmes, paix et sécurité

Dans sa résolution 1325, adoptée en 2000, le Conseil de sécurité de l'ONU a reconnu que les conflits ont un impact disproportionné sur les femmes. Il a prié les parties aux conflits de protéger ces dernières contre des actes de violence sexiste et demandé qu'elles soient pleinement associées aux efforts de promotion de la paix. Évaluant en 2015 la mise en œuvre de cette résolution, l'ONU a souligné que la communauté internationale avait adopté un cadre normatif complet concernant les violences sexuelles en période de conflit. Malgré tout, celles-ci n'ont pas diminué et un nombre infime d'agresseurs sont traduits en justice. Quant à la proportion de femmes associées aux processus de paix, elle est restée inférieure à 10% ces quinze dernières années. wps.unwomen.org, « Prévenir les conflits, transformer la justice, obtenir la paix »

cinquième ODD prévoit des mesures spécifiques dans les domaines où les inégalités sont les plus graves, telles que le travail non rémunéré, la violence, l'autonomisation économique et la participation à la vie politique. En outre, le genre est pris en compte dans la plupart des autres ODD. « La force de l'Agenda 2030 est qu'il considère l'égalité des sexes de manière holistique », souligne Chantal Oltramare, de la Coopération globale de la DDC. « Si nous souhaitons éradiquer la pauvreté, éliminer

contextes fragiles: il s'agit notamment de prendre en charge les victimes, de prévenir les violences et d'aider les pays partenaires à mettre en œuvre des lois qui les sanctionnent. Le deuxième est l'économie: les projets ont pour but d'améliorer l'accès des femmes à la formation, à l'emploi rémunéré et aux ressources productives afin qu'elles acquièrent une autonomie financière. Enfin, la DDC soutient leur autonomisation politique: dans plusieurs pays, elle appuie des candidates aux élections municipales ou



Un groupe de députées au Parlement égyptien: l'égalité des sexes en politique se confirme au niveau mondial; dans la pratique, les femmes restent cependant sous-représentées au sein des organes décisionnels.

Changement climatique

Les femmes sont particulièrement vulnérables au changement climatique. En cas de sécheresses, d'inondations ou d'autres catastrophes, leur taux de mortalité est souvent plus élevé que celui des hommes. Dans de tels contextes, où les structures protectrices de la communauté ne fonctionnent plus, le risque de violences sexistes s'accroît également. D'un autre côté, les femmes, surtout dans les zones rurales, ont un rôle clé à jouer dans l'adaptation au changement climatique. Produisant 60 à 80% des denrées consommées dans les pays en développement, elles ont une grande expérience de la gestion des ressources naturelles. Elles connaissent les plantes, les semences et les sources d'eau. C'est pourquoi il est indispensable qu'hommes et femmes élaborent conjointement les stratégies d'adaptation.

la faim ou promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, il est nécessaire de prendre en compte les rôles et les besoins des femmes au sein de chaque société et de garantir l'égalité des droits entre les sexes.»

But stratégique de la coopération suisse

La Suisse s'est beaucoup engagée en faveur de l'intégration d'un objectif distinct sur le genre dans l'Agenda 2030. « Le défi consiste maintenant à le mettre en œuvre », souligne Chantal Oltramare. « La DDC y contribue en collaborant étroitement avec ONU Femmes et par le biais de ses projets de coopération sur le terrain. » Dès cette année, l'égalité des sexes sera d'ailleurs l'un de ses sept objectifs stratégiques, comme l'a voulu le Conseil fédéral dans son message relatif à la coopération internationale 2017-2020.

La DDC concentre ses activités sur trois domaines. Le premier est la lutte contre les violences dans les

parlementaires et coopère avec des mouvements féministes qui se battent pour accroître la participation des femmes aux instances de décision.

L'égalité est aussi l'affaire des hommes

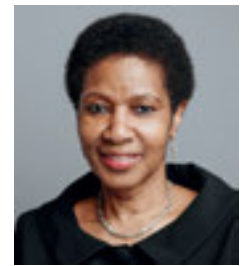
Dans toutes ces activités, la DDC inclut également les hommes. Elle collabore avec eux et mène des actions de sensibilisation afin de faire évoluer les mentalités et les comportements. L'instauration de l'égalité profitera aux deux sexes, car les stéréotypes de genre n'affectent pas uniquement les femmes. « Certes, les normes sociales attribuent beaucoup de privilèges aux hommes, mais elles leur imposent aussi des contraintes. La responsabilité de nourrir la famille, par exemple, peut être lourde à assumer et engendrer un sentiment d'échec chez ceux qui n'y parviennent pas », relève Ursula Keller. « Si nous voulons que les hommes soient nos alliés dans la lutte pour l'égalité, il est essentiel de prendre en compte leurs besoins et leurs vulnérabilités. » ■

« Bien trop d'inégalités encore »

La transition vers une égalité des sexes au niveau mondial doit être accélérée, selon Phumzile Mlambo-Ngcuka, directrice exécutive d'ONU Femmes. Malgré les progrès accomplis, il faudrait à ce rythme encore 170 ans pour que l'égalité économique devienne réalité, estime la Sud-Africaine. Entretien réalisé par Fabian Urech.



Une fabrique de textile, au Rajasthan, en Inde : les femmes gagnent en moyenne, au niveau mondial, 20% en moins que les hommes.



Phumzile Mlambo-Ngcuka est directrice exécutive de l'organisation ONU Femmes depuis 2013. Après avoir enseigné au Cap, elle a siégé au Parlement sud-africain et occupé les fonctions de ministre des ressources minières et de l'énergie, puis de vice-présidente.

Un seul monde: Si le chemin vers une égalité des sexes au niveau mondial était un «cent mètres», où en serions-nous aujourd'hui?

Phumzile Mlambo-Ngcuka : Nous ne sommes plus dans les blocs de départ, mais la ligne d'arrivée est encore loin. Aujourd'hui, sur le plan international, le taux de scolarisation des filles est presque le même que celui des garçons. Dans plusieurs pays, les femmes jouent un rôle politique important et les bases juridiques de l'égalité des sexes sont meilleures. Mais, dans la plupart des régions du globe, les femmes restent défavorisées s'agissant de leur participation à la vie politique, de leur statut économique ou de leurs perspectives de carrière. Neuf pays sur dix ont des lois discriminatoires. Au sein des Parlements, les députées occupent en moyenne 20% des sièges. Les salaires des employées sont inférieurs d'un quart, alors que les femmes assument deux fois et demie plus de tâches domestiques que les hommes. Il y a donc encore

fort à faire. L'objectif est clair: selon l'Agenda 2030 de développement durable, les inégalités doivent être surmontées d'ici à treize ans.

Voilà qui semble bien optimiste. Dans beaucoup de régions du monde, les avancées vers l'égalité des sexes sont plus que modestes.

C'est un fait, les progrès sont lents et inégalement répartis. À ce rythme, il faudrait cinquante ans pour atteindre l'égalité en matière de participation politique et même 170 pour gommer les disparités économiques entre hommes et femmes. Les investissements destinés à favoriser l'égalité des sexes sont insuffisants. Une stratégie impliquant tous les acteurs, sans distinction, constitue une condition essentielle à l'autonomisation des femmes. Pour cela, il faudra s'attaquer courageusement, sans tarder, à des normes et à des stéréotypes qui sont parfois profondément ancrés. Bien sûr, cela ne se fera pas du jour au lendemain. Mais je suis optimiste :



Eric Lafforgue/Invisionaif

Des adolescentes à Hargeisa, en Somalie: les jeunes jouent un rôle clé dans la marche vers l'égalité des sexes.

d'ici à 2030, l'égalité des sexes peut devenir réalité à une large échelle.

C'est précisément l'objectif 5 de l'Agenda 2030: «Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles». Cela paraît très ambitieux au vu de la lenteur de l'évolution.

Les femmes et les filles représentent 50% de la population mondiale. Je ne pense pas qu'il soit trop ambitieux de garantir leurs droits. L'égalité des sexes constitue, d'ailleurs, une condition préalable à la réalisation de nombreux autres objectifs du nouvel Agenda de développement durable.

Aux raisons structurelles de la discrimination des femmes vient souvent s'ajouter une composante culturelle. Comment modifier des normes culturelles établies au fil des siècles?

Changer les mentalités et les positions n'est pas une mince affaire. Un rôle déterminant revient ici à la société civile. Les femmes elles-mêmes doivent prendre conscience de leurs compétences et de leurs droits. Dans ce contexte, il est également crucial de collaborer avec un large réseau de partenaires. Les jeunes jouent ici un rôle clé: ce sont eux qui feront le monde de demain. C'est pourquoi ONU Femmes a développé une stratégie de coopération avec les jeunes. Dans le cadre de notre campagne «HeForShe» («lui pour elle»), nous avons déjà mobilisé plus d'un million d'hommes et de garçons prêts à s'engager pour l'égalité des sexes et

à réinventer l'idée de masculinité. Les médias en particulier jouent un rôle décisif dans la remise en question des stéréotypes. Nous voulons que les femmes aient une voix dans les médias et qu'elles n'y soient pas présentées comme victimes, mais comme leaders, expertes et décideuses.

Récemment, ONU Femmes a lancé une initiative pour affiner les données sensibles au genre. Quel est l'enjeu?

Pour régler un problème, il faut comprendre son étendue, ses effets et les solutions envisageables. Des données précises sont donc nécessaires. Aujourd'hui, le monde génère une masse phénoménale d'informations, mais, quand il s'agit des femmes et des filles, les lacunes sont frappantes. Nous manquons souvent de références fiables sur les salaires féminins ou le nombre de femmes et de filles vivant dans la pauvreté par exemple. Notre initiative veut y remédier. Dans un premier temps, le projet se concentre sur douze pays pilotes: il s'agit d'identifier les déficiences en matière de données, de collecter des informations, de veiller à ce que celles-ci soient prises en compte dans les processus politiques et, enfin, d'observer les progrès effectués.

Pendant plus de dix ans, vous avez été une personnalité politique marquante en Afrique du Sud. Quel a été pour vous l'enseignement le plus important de cette période?

En travaillant avec la société civile, le mouvement des femmes, le gouvernement et les organisations politiques, j'ai compris qu'il était essentiel d'aborder ensemble les problèmes complexes touchant notre société, dans une perspective globale. Pour vaincre l'apartheid, il était capital de travailler de concert, indépendamment de la couleur de peau et des origines. Des leaders comme Nelson Mandela ont démontré qu'il était essentiel de coopérer aussi bien avec ses alliés qu'avec ses adversaires. Dans la lutte pour l'égalité, au sein de laquelle les femmes sont les principaux acteurs et la société civile le premier allié, la coopération avec les hommes, les garçons, les dirigeants religieux et le secteur privé se révèle tout aussi cruciale. ■

(De l'anglais)

Un engagement mondial pour les femmes

ONU Femmes est l'agence des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Créée en 2010, elle est le résultat de la fusion de quatre institutions onusiennes œuvrant pour l'égalité des sexes. La Suisse a clairement approuvé la création de cette nouvelle entité basée à New York. Elle compte aujourd'hui parmi ses principaux contributeurs.

Des actes passés sous silence

Dans la guerre civile qui sévit au Soudan du Sud, les violences sexuelles sont systématiquement utilisées comme arme de guerre. La DDC lutte contre ces exactions grâce à des patrouilles de protection, des ateliers et des séances d'entraînement.



La recherche quotidienne de bois, de charbon et de nourriture en dehors des camps de réfugiés à Bentiu, au Soudan du Sud, représente des risques élevés pour les femmes et les filles : les agressions sexuelles sont monnaie courante.

(fu) En 2011, l'indépendance du Soudan du Sud avait suscité de grands espoirs. Deux ans plus tard, le benjamin des États africains semblait cependant dans la guerre civile. Riche en pétrole, le nord du pays était particulièrement touché. Face aux violences, des milliers d'habitants ont cherché refuge à proximité d'un camp de l'ONU à Bentiu, capitale de l'État d'Unité. Ce campement improvisé abrite désormais plus de 100 000 déplacés internes sur 3 km².

Nombre d'entre eux doivent régulièrement en sortir, à la recherche de bois pour se chauffer, de charbon ou de nourriture. Pour les femmes et les enfants, cette obligation s'avère particulièrement dangereuse, les violences sexuelles étant monnaie courante. « Le corps des femmes et des enfants est le champ de bataille de ce conflit », commente Zainab Hawa Bangura, représentante spéciale de l'ONU. Une étude des Nations Unies a confirmé récemment l'ampleur choquante des actes de violence sexuelle : en six mois, 1300 cas de viol ont été recensés dans l'État d'Unité.

La violence ne règle rien

« Pour nous, le message était clair : agir », explique Sebastian Eugster de la DDC. Systématiquement utilisées comme arme de guerre, les violences

sexuelles sont largement taboues dans cette société très patriarcale. En 2015, la DDC a soutenu un projet de l'ONG Nonviolent Peaceforce, dont l'objectif était de protéger les femmes et les enfants qui sortaient régulièrement du camp, avant tout en les accompagnant. « Cette présence les rendait moins vulnérables. Aucun groupe escorté n'a été agressé », relève Sebastian Eugster.

Au sein du camp, l'ONG a mis en place des ateliers et des séances d'entraînement pour les femmes concernées, leur permettant d'échanger et d'apprendre des méthodes d'autodéfense. Elle a également travaillé avec les hommes. Au cœur du message : la violence ne règle aucun conflit.

Le projet de Bentiu est désormais terminé. La DDC soutient néanmoins des actions semblables dans d'autres parties du pays et la lutte contre les violences sexuelles demeure un élément clé de son engagement sur place. Pour l'heure, une amélioration durable de la situation reste un objectif lointain. Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, évoquait récemment l'un des contextes les plus terribles du monde sur le plan humain. ■

(De l'allemand)

La violence en ligne de mire

La DDC défend les droits des femmes et des filles dans le cadre de conflits. Elle prévient la violence liée au genre et accompagne médicalement, psychologiquement et juridiquement les victimes. Elle encourage l'implication de femmes dans les processus de paix, de transformation et de construction des États. L'engagement suisse se fonde sur la stratégie du DFAE en matière de genre et le message relatif à la coopération internationale 2017-2020, ainsi que sur le Plan national d'action pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce texte est le premier à aborder l'impact des conflits armés sur les femmes et les filles et à souligner l'importance de leur participation aux processus de paix. Inscrite dans le message 2017-2020, la violence liée au genre constitue l'une des nouvelles priorités de l'aide humanitaire suisse.

Un pécule qui vaut bien une entorse à la tradition

Dans le district rural de Rustaq, en Afghanistan, un projet suisse crée des activités génératrices de revenus pour les femmes. Ainsi, des centaines de villageoises se sont lancées dans la culture de légumes ou la préparation de conserves. Une partie de leur production sert à améliorer et à diversifier l'alimentation familiale. Le reste est commercialisé.



Terre des hommes

De petits pas sur le chemin de l'égalité

Les talibans avaient privé les Afghanes de leurs droits et de leurs libertés. Depuis la chute de ce régime en 2001, la condition féminine s'est améliorée. L'égalité des sexes est désormais inscrite dans la Constitution. Les femmes occupent 28% des sièges au Parlement et trois postes ministériels. Leur participation au marché du travail atteint 29%. Cependant, la violence domestique et les pratiques néfastes, comme le mariage précoce, restent largement répandues. De nombreuses femmes n'ont toujours pas le droit de se déplacer librement. Par contre, les filles ont retrouvé le droit à l'éducation qui leur était refusé sous le régime des talibans. Leur taux de scolarisation est de 45%, contre 64% pour les garçons.

Certains groupes de femmes sont spécialisés dans le maraîchage. D'autres, comme ci-dessus, se chargent de mettre en conserve les légumes récoltés.

(jls) Habiba est mère de six enfants. Elle vit dans le district de Rustaq, au nord-est de l'Afghanistan. Depuis son mariage à l'âge de 13 ans, elle restait confinée entre les quatre murs de sa maison, se consacrant aux tâches domestiques et à l'éducation des enfants. Mais, en 2014, elle a appris que des femmes du village avaient formé un groupe, dans le cadre d'un projet suisse, afin de cultiver des pommes de terre. Avec l'autorisation de Showali, son mari, Habiba les a rejointes. On lui a donné 300 kilos de plantons et deux sacs d'engrais pour démarrer. Durant la première saison, la nouvelle cultivatrice a récolté 1,5 tonne de pommes de terre, ce qui lui a rapporté 17000 afghanis (environ 250 francs). Cette somme a permis de rembourser un emprunt contracté auparavant par Showali pour ouvrir un petit commerce. N'ayant

plus d'intérêts à payer et disposant de deux revenus, le couple s'en sort beaucoup mieux aujourd'hui. Il peut même mettre un peu d'argent de côté. « Grâce à ces activités génératrices de revenus, les femmes ont apporté de réels changements au sein de leurs familles », se réjouit Habiba.

Vaincre les résistances culturelles

Le district de Rustaq est une région pauvre et montagneuse. Les habitants pratiquent une agriculture de subsistance qui ne suffit pas à couvrir leurs besoins alimentaires. Bien des repas ne sont composés que de riz et de pain. Un projet de la DDC, mis en œuvre par Terre des hommes, veut améliorer les conditions de vie de la population, notamment en diversifiant ses sources de revenus et en augmentant la production agricole.

Depuis 2012, un volet de ce projet est axé sur les femmes. Il crée à leur intention des activités génératrices de revenus, en veillant à ce que celles-ci soient culturellement acceptables. Dans les zones rurales d'Afghanistan, la vie sociale obéit en effet à des normes sociales très conservatrices. « En principe, les hommes ne tolèrent pas que leur épouse sorte de la maison et joue un rôle, quel qu'il soit, dans la société », note Mélanie Büsch, au bureau de la coopération suisse à Kaboul.

Au début, il a donc fallu sensibiliser les hommes, en leur montrant la plus-value que pouvait représenter le travail des femmes pour les ménages. « Nous avons expliqué aux leaders communautaires et religieux que notre projet n'allait pas à l'encontre de leurs croyances, que notre but était simplement d'accroître la sécurité alimentaire », indique Sylvain Fournier, délégué de Terre des hommes en Afghanistan.

Activités collectives ou individuelles

À ce jour, 28 groupes de femmes ont été constitués dans les villages du Rustaq. Ils réunissent au total quelque 700 membres. « Pour certaines activités, comme la production et la conservation de légumes, il est nécessaire que les participantes travaillent ensemble en dehors de leurs foyers », explique Mohammad Emal Saraj, chef adjoint du projet. Les groupes spécialisés dans le maraîchage ont été équipés de serres en plastique qui leur permettent de cultiver des légumes toute l'année : ils récoltent par exemple des piments, des concombres ou des tomates au printemps, puis des haricots blancs, du chou-fleur et du chou en été, enfin de la laitue, de la coriandre et des épinards durant la saison morte. D'autres groupes mettent ces légumes en conserve ou produisent des semences. De leur côté, quelque 2700 femmes mènent des activités individuelles à leur domicile. Elles stérilisent du lait, récoltent de la laine de cachemire ou trient des semences.

L'une des difficultés a été de trouver une experte pour former les participantes. « La communauté n'aurait pas admis que cette personne soit de sexe masculin, car les femmes ne doivent pas côtoyer des hommes dans l'espace public », relève Mélanie Büsch. Il était toutefois impossible de trouver en Afghanistan une agronome qualifiée et prête à s'installer dans cette région reculée. C'est finalement au Tadjikistan voisin que le projet a déniché la perle rare.

Changement de mentalité

« Ces activités ont permis d'améliorer et de diversifier l'alimentation de la population », constate Mohammad Emal Saraj. « En effet, les cultivatrices



Terre des hommes

Grâce aux serres, davantage de légumes peuvent être cultivés tout au long de l'année.

utilisent leurs légumes en priorité au sein de la famille. Elles vendent le reste au marché et en tirent un petit revenu. » Ce pécule oscille entre 150 et 250 dollars par an.

Dans les villages concernés, les femmes ont aujourd'hui davantage de liberté de mouvement qu'ailleurs et sont plus impliquées dans leur communauté, se félicite Sylvain Fournier : « Les mentalités ont évolué en quatre ans. L'argument du porte-monnaie a certainement joué un rôle. Dans la mesure où les femmes apportent de l'argent à la maison, les maris veulent bien passer sur certaines normes sociales et culturelles pour le bien de leur famille. » Cette tolérance a toutefois encore des limites. Seules 15% des femmes sont autorisées à se rendre elles-mêmes au marché de Rustaq pour écouler leurs légumes. Les autres ont deux solutions : soit elles demandent à un membre masculin de la famille de s'en charger, soit elles vendent leur production à un commerçant qui passe de village en village.

Les bénéficiaires du projet ont voulu apprendre à lire, écrire et calculer afin de pouvoir comptabiliser leurs gains et consigner par écrit leur activité commerciale. Avec le soutien du ministère de l'éducation, elles ont créé des classes d'alphabétisation réservées aux femmes dans trois villages. ■

Pauvreté rurale

Bien que 12% seulement du territoire national soit cultivable, l'économie afghane est fortement dépendante de l'agriculture : ce secteur fait vivre 61% de la population. La moitié des ménages ruraux ne commercialisent pas leur production, mais pratiquent une agriculture de subsistance. Ce sont les plus durement affectés par les variations saisonnières. Les hivers sont souvent longs et rigoureux. Pour survivre jusqu'au printemps, une grande partie de ces petits paysans doivent vendre des têtes de bétail, trouver un emploi en dehors de l'agriculture ou emprunter de l'argent. La pauvreté frappe particulièrement les régions montagneuses, où le mauvais état des routes et l'accès difficile aux marchés s'ajoutent aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles.

Vaincre la résistance au changement

Depuis le début de la décentralisation au Bénin en 2003, le taux de femmes élues dans les conseils communaux n'a jamais dépassé 4,5%. La DDC soutient les efforts visant à renforcer leur présence dans les instances politiques. Elle finance notamment l'association des élues locales dans les trois départements où se concentrent ses activités.



Paul Harnin/afar

Pour réduire les discriminations à l'égard des femmes au Bénin, les hommes sont également sensibilisés au problème de l'inégalité des sexes.

Présence féminine clairsemée

Les femmes sont sous-représentées dans les organes politiques du Bénin et cela à tous les niveaux. Elles ne sont que trois à siéger au gouvernement sur un total de 21 ministres (soit 14%) et sept sur les 83 députés au Parlement (8,4%) – c'est même une de moins que durant la précédente législature. Par ailleurs, seuls cinq partis politiques sur 124 sont dirigés par des femmes. Ces dernières sont encore moins visibles dans les collectivités locales : sur les 1435 membres des conseils communaux élus en 2015, on ne compte que 65 conseillères (4,5%). La domination masculine sur les mairies est quasi totale : deux femmes seulement figurent parmi les 77 maires du pays.

(jls) Bien que le principe de l'égalité des sexes soit ancré dans la Constitution et que plusieurs lois ou stratégies visent à le mettre en œuvre, les discriminations à l'égard des femmes perdurent au Bénin. Ainsi, la vie politique reste largement dominée par les hommes. Cette situation s'explique par une forte résistance au changement, explique Blandine Agossou, au bureau de la coopération suisse à Cotonou : « Les politiciens, les leaders communautaires et religieux, tout comme les maris n'acceptent toujours pas que les femmes aient aussi leur mot à dire dans les décisions qui concernent la communauté. » Un travail de sensibilisation des hommes est nécessaire pour abattre cette barrière.

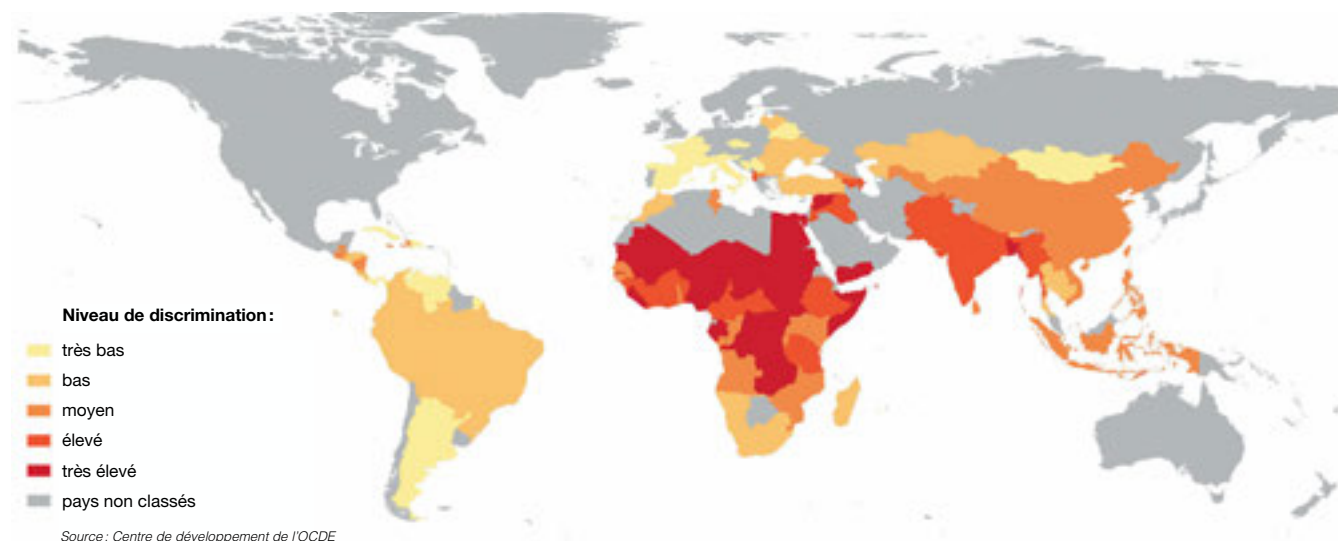
Dans le cadre d'un projet qui vise à réduire les inégalités de genre au niveau national, la DDC soutient depuis 2008 le renforcement de la participation féminine aux instances de décision. À cette fin, elle collabore avec des consortiums d'ONG féministes. « Généralement, les partis vont chercher à la dernière minute des dames d'un certain âge et les ajoutent au bas de leurs listes, si bien qu'elles n'ont aucune chance d'être élues », déplore Blandine Agossou. C'est pourquoi la phase actuelle du projet met l'accent sur les jeunes filles. Le but est de

former dès maintenant la nouvelle génération de politiciennes. « Ainsi préparées, elles pourront militer au sein des partis bien avant les prochaines élections communales, prévues pour 2020. Elles seront déjà politiquement engagées au moment de se porter candidates. » Environ 240 jeunes filles et femmes devraient suivre cette formation.

Les élues font du lobbying

Par ailleurs, la DDC soutient l'association que les conseillères communales de trois départements (Borgou, Alibori et Collines) ont constituée au lendemain de leur élection en 2008. Les élues ont ainsi pu réaliser des microprojets, par exemple pour promouvoir la scolarisation des filles. « Par le biais de ces petites actions, les nouvelles conseillères se sont fait connaître dans la communauté et ont incité d'autres villageoises à les rejoindre », note Blandine Agossou. L'association a également plaidé auprès des partis pour qu'ils placent des femmes dans les premiers rangs de leurs listes. Ce lobbying s'est avéré payant lors des élections communales de 2015 : sur un total de 65 femmes élues à travers le pays, 22 l'ont été dans ces trois départements. ■

Faits et chiffres



Les discriminations entre hommes et femmes dans le monde en 2014, selon le Sigi

L'indicateur « Institutions sociales et égalité femme-homme » (Sigi) de l'OCDE mesure les « institutions sociales discriminantes ». Ce terme regroupe les normes sociales, les pratiques et les lois formelles ou informelles qui restreignent les droits des femmes et des filles. Le Sigi, soutenu par la DDC, couvre cinq dimensions : les discriminations au sein du code de la famille, les atteintes à l'intégrité physique, la préférence pour les garçons, l'accès restreint aux ressources et les atteintes aux libertés civiles. L'édition 2014 classe 108 pays. Le niveau de discrimination est très bas dans seize d'entre eux – dont neuf se trouvent en Europe et six en Amérique latine. Il est très élevé dans 17 autres pays, dont quatorze africains.

www.genderindex.org

Chiffres clés

- Plus de 70% des personnes vivant actuellement dans une pauvreté extrême sont des femmes.
- Dans les pays en développement, les femmes consacrent en moyenne 4 heures 30 minutes par jour au travail domestique non rémunéré, contre 1 heure 20 minutes pour les hommes.
- En Afrique subsaharienne, les pertes économiques dues aux disparités entre les genres atteignent en moyenne 95 milliards de dollars par an.
- Environ 133 millions de filles et de femmes vivant actuellement ont subi des mutilations génitales.
- Les femmes gagnent en moyenne 24% de moins que les hommes pour un travail de valeur égale. Si les progrès ne s'accroissent pas, il faudra attendre l'année 2186, soit 169 ans, pour combler l'écart salarial entre les sexes.



David Bathgate/Flexus/air

Documents de référence

ONU Femmes : *Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016 – Transformer les économies, réaliser les droits*

OIT : *Les femmes au travail – Tendances 2016*

UNFPA : *À l'abri dans la tourmente – Un programme porteur de changement pour les femmes et les filles d'un monde en crise, État de la population mondiale 2015*

PNUD : *Rapport sur le développement humain en Afrique 2016 – Accélérer les progrès en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes*

Groupe de réflexion de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes : *Leave no one behind*, septembre 2016

Citation

« La parité hommes-femmes est un atout pour l'économie : elle accroît la productivité et améliore d'autres résultats du développement, notamment les perspectives d'avenir de la génération suivante ainsi que la qualité des politiques et des institutions de la société. »

Robert B. Zoellick, président du Groupe de la Banque mondiale

Émigrer pour nourrir sa famille

Peu de pays sont aussi dépendants que le Népal des envois de fonds effectués par les migrants. Or, si l'exode de main-d'œuvre est devenu un facteur économique non négligeable que le gouvernement s'évertue à réguler au mieux, il n'est pas sans risque pour les émigrés eux-mêmes. De Volker Pabst, à Katmandou.

Comme chaque jour, une foule se presse devant l'entrée A1 de l'aéroport de Katmandou. Beaucoup portent le *tika*, marque colorée que les hindous arborent sur le front lors d'occasions spéciales. Pas de trace, en revanche, de touristes parés pour la randonnée. Ces voyageurs ne sont pas là pour le plaisir. Quelque 2000 personnes en moyenne s'envolent de Katmandou chaque jour pour aller gagner leur vie à l'étranger. Ce nombre conséquent a justifié la construction d'un terminal spécial.

Enfin un peu de temps avec son fils

Samridh Shrestha est de bonne humeur. Il vient de passer des vacances prolongées dans son village natal au sud du Népal et a donc enfin pu consacrer du temps à son fils âgé de quinze mois. Il est triste de devoir repartir, bien sûr, mais aime son travail chez un marbrier à Dubaï. En tant que chef comptable, il jouit de certains privilèges, comme un voyage de retour payé tous les douze mois. Et puis, au besoin, il gagne suffisamment pour revenir entre-temps au pays à ses propres frais.

Ce n'est pas l'épanouissement professionnel que recherche, pour sa part, Surinder Mahato à l'étranger. En cela, il est plus représentatif du phénomène de migration massive que connaît le Népal. Il était paysan auparavant, mais ne gagnait pas suffisamment : «J'ai à ma charge mes deux fils, ma femme et mes parents. De plus, ma sœur est en âge de se marier et, sans dot, elle n'a aucune chance de trouver un bon parti!» À part lui, personne n'a un revenu régulier. C'est pourquoi il rejoint pour la deuxième fois déjà la Malaisie, où il travaillera durant trois ans dans une fabrique de meubles. Aucun retour au pays n'est prévu pendant cette période.

Sans les envois de fonds, rien n'irait plus

Peu de pays sont aussi dépendants que le Népal des envois de fonds effectués par les migrants. Selon les données publiées par la Banque mondiale, ces fonds représentaient plus de 32% du produit intérieur brut népalais en 2015. Seuls le Tadjikistan et le Libéria présentent des taux comparables. Dans nombre de régions du pays, une famille sur sept compte un membre vivant à l'étranger.



L'aéroport de Katmandou a construit un terminal spécial pour absorber le trafic des travailleurs migrants.

Les migrants sont issus de l'ensemble du pays, mais la plupart viennent du Terraï, région de plaines à forte densité démographique, située au sud. La pression exercée sur les ressources y est à son comble et le système de castes particulièrement rigide. Sans doute du fait de la discrimination généralisée, l'accès au marché du travail, déjà semé d'embûches pour la population en général, est encore plus difficile pour les habitants des plaines.

Quelle que soit leur origine ethnique, il est plus facile pour la plupart des Népalais de province de décrocher un emploi dans les pays du Golfe ou en Malaisie qu'à Katmandou. Sans relations avec les élites urbaines, membres des castes supérieures qui dominent la vie économique et politique du pays, il est quasi impossible de s'établir dans la capitale.

Controverse autour de la Constitution

Si les protestations se sont calmées entre-temps, le problème reste entier. Dans les plaines du sud, la nouvelle Constitution fédérale entrée en vigueur en septembre 2015 a donné lieu à de graves affrontements qui ont fait des dizaines de morts. La frontière avec l'Inde est restée bloquée durant plusieurs mois. Aux yeux des habitants, le texte consacrait la suprématie des régions de montagne. Le point le plus controversé, toutefois, a été le redécoupage des frontières entre les nouvelles provinces fédérales. Le premier ministre communiste, K.P. Sharma Oli, avait tenté politiquement de mettre fin aux protestations, creusant encore le fossé qui sépare les régions montagneuses de celles du Terraï (et de l'Inde). Son successeur maoïste, Pushpa Kamal Dahal, qui a accédé au pouvoir en août dernier grâce au soutien des partis du Terraï, a pour sa part promis une révision rapide. Rien ne semble, néanmoins, bouger pour l'instant.

De plus, l'anonymat qu'offre un travail à l'étranger permet aux Népalais d'accepter des postes qu'ils déclinaient dans leur pays pour des questions de statut social. Il est ainsi fréquent que des membres des castes supérieures accomplissent un travail manuel à l'étranger.

Au Népal, la situation est paradoxale : malgré un chômage généralisé et des salaires relativement attractifs, on manque de main-d'œuvre dans le secteur du bâtiment. À l'étranger également, la plupart

l'ambassade du Népal. Barat Sarki habite actuellement à Katmandou, dans un foyer destiné aux anciens migrants sans ressources. Lorsque sa jambe sera guérie, il pourra entreprendre le voyage de retour de trois jours dans son village natal à l'ouest du pays.

Davantage de transparence dans le recrutement

Il existe de nombreuses histoires de ce type, certaines bien pires encore. Quelque 3000 travailleurs népa-



Deux histoires différentes : Barat Sarki (à gauche) a atterri dans un foyer destiné aux anciens migrants sans ressources ; Smaridh Shrestha travaille depuis plusieurs années chez un marbrier à Dubaï.

des travailleurs migrants rêvent d'un emploi prestigieux au sein de l'administration ou au moins dans l'artisanat.

Promesses non tenues

À son arrivée en Malaisie, la première déception vécue par Barat Sarki a été de découvrir que son travail ne consisterait pas à fabriquer des meubles, comme le lui avait assuré l'agence de placement, mais à transporter de lourdes billes de bois. La deuxième a été de gagner à peine la moitié des 1200 ringgits malais (275 francs environ) promis. Pour récupérer son passeport, il aurait dû verser 6000 ringgits à son employeur, à titre de dédommagement pour les dépenses encourues.

Or, il n'avait pas d'argent, seulement des dettes. L'agence de placement avait déjà encaissé l'équivalent de 1800 francs, somme qu'un prêteur sur gage avait avancée contre le dépôt par sa belle-sœur de tout l'or reçu à son mariage. Piégé, Barat a décidé de partir sans ses documents. Peu après, il a été renversé par une moto et a dû être hospitalisé. Il a pu être rapatrié avec l'aide d'une ONG locale et de

lais meurent chaque année à l'étranger, généralement faute de mesures de sécurité adéquates. Quant aux femmes, qui forment 5% de la diaspora népalaise selon les chiffres officiels et travaillent le plus souvent comme employées de maison, elles sont exposées aux abus sexuels. La demande de postes à l'étranger ne s'en trouve toutefois guère affectée, tant l'importance économique de la migration est énorme.

Une réduction des flux migratoires ne saurait de ce fait constituer une mesure adéquate visant à diminuer les risques. Dans leurs projets, les organismes comme l'Organisation internationale du travail (OIT) et la DDC misent sur une plus grande transparence des processus de recrutement. Le gouvernement népalais œuvre, lui aussi, dans cette direction. Il a ainsi adopté en 2015 une loi prévoyant que l'employeur prenne en charge les coûts de visa et de vol et fixant un plafond de 10 000 roupies népalaises (100 francs suisses) pour les taxes prélevées par les agences de placement.

Pour protester contre cette loi sur l'emploi à l'étranger, les agences de placement avaient fait grève

Le Népal en bref

Nom complet

République démocratique fédérale du Népal

Capitale

Katmandou (1,7 million d'habitants)

Superficie

147 181 km²

Population

Environ 30 millions d'habitants, dont plus de la moitié ont moins de 25 ans

Ethnies

Environ cent groupes ethniques d'ascendance indo-aryenne et tibéto-birmane

Langues

Népal, plus une cinquantaine de langues minoritaires et de dialectes

Religion

80% d'hindous
9% de bouddhistes
4% de musulmans
3,1% de kirats
1,4% de chrétiens
2,5% d'autres





L. Mosca/Archivoltario/laif

À Katmandou, centre politique et économique du Népal, les provinciaux peinent à trouver un emploi.

La reconstruction marque le pas

Le passage de l'aide d'urgence à la phase de reconstruction représente toujours une étape délicate. Au Népal, après le séisme du printemps 2015, le processus a toutefois été particulièrement difficile. Ainsi, les partis politiques ont mis des mois à s'accorder sur la composition de l'organe chargé de coordonner la reconstruction. En l'absence de critères clairs concernant l'octroi de fonds à cette catégorie de victimes, les versements aux ménages privés ont été plusieurs fois retardés. La plupart des victimes ont ainsi financé elles-mêmes les travaux. Placé sous une pression considérable, le premier ministre Pushpa Kamal Dahal a récemment obtenu le paiement d'une première tranche à un certain nombre de ménages désignés, sans toutefois se coordonner avec les organisations d'entraide. Après le deuxième hiver faisant suite au tremblement de terre, la frustration demeure parmi les donateurs et les victimes.

durant plusieurs mois. De l'avis du président de l'association faîtière concernée, ces nouvelles conditions ne leur permettent pas de rentabiliser leur activité. Force est de constater que, dans le cas de phénomènes transfrontaliers comme la migration de main-d'œuvre, il est rare que des mesures unilatérales portent leurs fruits. Tant que les autorités malaisiennes continueront de prélever des taxes de 25 000 roupies pour l'établissement d'un permis de travail et que les employeurs du pays ne seront pas disposés à prendre en charge ces coûts, les agences devront répercuter ceux-ci sur les migrants. C'est pourquoi les organismes défendant les droits des travailleurs sont actifs aussi dans les pays hôtes.

Recul du phénomène migratoire

Les agences de placement affirment que les nouvelles exigences légales imposées au Népal réduisent les possibilités de travail pour les Népalais, car les recruteurs optent alors pour des pays moins regardants, comme le Bangladesh. Cet argument ne convainc guère au sein de l'OIT et de la DDC. Dans les pays du Golfe en particulier, les employeurs sont toujours plus disposés, par souci de leur réputation, à faire des concessions sur le traitement des travailleurs migrants. Le récent scandale des conditions de travail sur les chantiers de la Coupe du monde de football, prévue au Qatar en 2022, a réveillé nombre de consciences. Du point de vue économique aussi, il vaut mieux que les Népalais travaillent uniquement

chez des employeurs respectant les standards minimaux. Les risques de fraude s'en trouvent réduits et, même si le nombre de migrants diminue, le total des sommes envoyées au pays augmente.

Pour la première fois depuis bien longtemps, on constate à partir de la mi-2015 un recul du nombre de migrants. Il faut en chercher les causes non pas tant dans les modifications de la loi népalaise que dans l'évolution de la conjoncture en Malaisie et dans le Golfe : la chute des cours des matières premières s'est lourdement répercutée sur la propension des gouvernements à investir et donc sur les besoins de main-d'œuvre étrangère.

Les effets du séisme de début 2015 n'ont, en revanche, été que passagers. Si de nombreux travailleurs sont rentrés à court terme pour prendre soin de leur famille et aider à la reconstruction, ils l'ont fait le plus souvent à leurs frais, à la suite de retards répétés dans le versement des fonds d'aide. Et beaucoup de familles sont désormais plus dépendantes que jamais des sommes envoyées par leurs proches de l'étranger. ■

(De l'allemand)

*Volker Pabst est correspondant de la « Neue Zürcher Zeitung » pour l'Asie du Sud. Il vit à New Delhi.

Sur le terrain avec...

Diepak Elmer, chef de mission adjoint à l'ambassade de Suisse au Népal

Le Népal a accompli des progrès spectaculaires ces dix dernières années, en atteignant par exemple la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement. Durant la même période, cependant, son gouvernement changeait en moyenne une fois par an – une instabilité qui demeure un obstacle à la bonne marche du pays. Cette situation engendre de fréquentes manifestations politiques, les *bandhs*, mot népal signifiant « fermé ». Durant un *bandh*, toute vie semble s'arrêter dans la capitale, y compris le trafic. Je profite de ces journées particulières pour me rendre à l'ambassade à vélo. Le trajet dure alors à peine 20 minutes depuis notre maison située en périphérie de la ville, juste avant que ne se profilent les champs de riz.

Outre mon rôle de chef de mission adjoint, je suis responsable du programme de coopération de la DDC au Népal, le plus ancien et le plus important de ce type mené par la Suisse dans le monde. Ce pays est aussi coloré que complexe. Le recensement de 2011 a permis d'enregistrer pas moins de 125 groupes ethniques et castes, avec presque

« Bien plus qu'un lieu de travail, le Népal est ma seconde patrie. »

autant de langues différentes. Même pour nous, habitants de la Suisse pluriculturelle, c'est là une réalité proprement insaisissable.

Quand je me rends à la campagne pour rendre visite à une équipe de projet, ce qui me frappe toujours est la cordialité et l'hospitalité infinies qui caractérisent les Népalais. Mes connaissances de la langue me permettent d'approcher plus facilement les gens. Bien plus qu'un lieu de travail, le Népal est ma seconde patrie. Une partie de ma famille a ses racines ici. De proches parents vivent dans la vallée de Katmandou. Quant à mon prénom, Diepak, il est relativement courant au Népal et signifie « lumière ».

Une source d'espoir particulière pour moi est la jeune génération. En effet, il est impossible de ne pas voir les énormes progrès accomplis en matière d'éducation et de santé. D'importants processus de développement sont à l'œuvre, qui perdu-



ront néanmoins sur plusieurs générations. Pas un jour ne passe sans que je sois témoin du dénuement absolu. Un quart environ de la population vit encore sous le seuil de pauvreté. Bien qu'il n'ait plus d'existence officielle, le système des castes reste prépondérant. Cependant, il perd un peu de sa rigidité dans les régions urbaines et chez les jeunes générations. Les premières victimes de la discrimination sont les intouchables ou Dalits, avec lesquels la population évite tout contact physique. Ils accèdent plus difficilement au système éducatif ainsi qu'au marché du travail, et sont donc plus concernés par la précarité. Pour contrer ce phénomène, l'ambassade de Suisse s'efforce de refléter au sein de son personnel local la diversité des castes et des ethnies présentes dans le pays.

En 2015, le Népal s'est doté d'une nouvelle Constitution, fondée sur le fédéralisme. Nous avons il y a peu complété notre programme de coopération de façon à soutenir la transition démocratique en cours, en mettant l'accent sur les droits de l'homme, la décentralisation et la promotion de la paix. Il est capital, pour le développement économique et politique du pays, que la transition vers une république fédérale s'effectue pacifiquement. Je suis heureux de pouvoir contribuer chaque jour, à mon échelle, à la réussite de cette transition. ■

(Propos recueillis par Jens Lundsgaard-Hansen ; de l'allemand)

Élargi, adapté, diversifié

Cela va faire soixante ans que la Suisse soutient le Népal. Si elle a au départ mis l'accent sur l'assistance technique et le développement rural, elle a élargi son programme entre-temps. Car le Népal reste un pays politiquement et socialement fragile, marqué par les inégalités entre les sexes ainsi qu'entre les groupes sociaux et ethniques. C'est pourquoi les droits de l'homme, la bonne gouvernance, la promotion de la paix et l'égalité constituent aujourd'hui les axes prioritaires de la DDC. Une attention particulière va au renforcement des structures politiques et économiques locales.
www.ddc.admin.ch, « Pays », « Népal »

Je peux témoigner de la violence faite aux femmes

Il y a six ans, un coup de fil du ministère des femmes, des enfants et des affaires sociales m'a appris que j'étais nommée au sein de la Commission nationale des femmes. Ce fut une surprise. Le Népal se lançait dans une politique résolument inclusive. Je suis née dans une famille madheshi musulmane et pauvre, dans une petite ville proche de Nepalganj, très loin de Katmandou. Les Madheshis constituent un groupe ethnique peuplant les plaines du sud, le long de la frontière indienne, et ayant toujours été exclu des structures étatiques. Ils comprennent une communauté encore plus marginalisée : les Madheshis musulmans, qui représentent 4,5% de la population népalaise. Mon père avait un petit atelier de menuiserie. Lorsque j'étais enfant, les filles musulmanes étaient rarement scolarisées. Mes parents m'ont toutefois envoyée à l'école publique. Malgré les difficultés économiques, j'ai terminé le lycée, tout en tenant la comptabilité de mon père. Au début des années 90, j'ai participé à de nombreuses activités locales : expositions d'art féminin, projets culturels ou actions politiques de la jeunesse. J'ai adhéré à Amnesty International et travaillé en tant que reporter lorsque les médias népalais se sont mis à parler davantage des problèmes des femmes et des enfants.

J'ai obtenu mon diplôme de droit à l'université régionale et suis devenue la première avocate musulmane du Népal. J'ai alors commencé à collaborer avec le conseil du barreau pour assister juridiquement les femmes pauvres victimes de violence. De 2002 à 2010, j'ai travaillé avec des organisations nationales et internationales pour préserver et promouvoir les droits des femmes ainsi que l'égalité de sexes. J'ai visité des

régions reculées, où je me suis souvent entretenue avec des paysannes. J'ai donné des cours sur les questions de genre et participé à des ateliers ainsi qu'à des séminaires sur les problèmes des femmes. Ma nomination au sein de la Commission des femmes m'offrait une occasion unique de faire avancer la cause féminine au niveau national. Lorsque j'ai accepté ce poste, j'ignorais tout des défis qui m'attendaient, en particulier celui d'être confrontée à la bureaucratie gouvernementale, dominée par les hommes de la caste supérieure.



Mohna Ansari vit et travaille à Katmandou. Elle est avocate et membre de la Commission nationale népalaise des droits de l'homme. Elle aime passer du temps avec des Népalaises engagées et des jeunes qui aident les femmes, notamment les victimes d'attaques à l'acide. Pendant son temps libre, Mohna Ansari participe au lancement de livres et s'engage pour la préservation d'instruments de musique traditionnels. Elle jardine, lit, rédige des articles et joue avec ses enfants.

Plusieurs tentatives ont été menées pour saper mon travail et me décourager. J'ai enquêté sur des cas de violence envers les femmes et défendu les victimes, même lorsqu'il s'agissait d'épouses d'officiers de police ou de membres haut placés de l'administration. En travaillant dur, je suis toujours parvenue à surmonter les difficultés. J'ai aussi utilisé les médias pour parler de mon travail et sensibiliser l'opinion publique aux problèmes des femmes. J'ai ainsi mis sur pied un réseau de soutien avec les groupes de femmes les plus défavorisées et les plus vulnérables. J'ai également fait davantage connaître la Commission des femmes et souligné son rôle actif au service de celles-ci, tant sur le plan politique qu'en matière de promotion et de planification. Au terme de ce mandat en 2014, le gouvernement m'a nommée pour six ans au sein de l'organe constitutif de la Commission nationale des droits de l'homme, dont je suis à présent membre.

En considérant ces quinze années de travail en faveur des femmes, je suis fière d'avoir relevé nombre de défis et d'avoir amélioré la vie de ces dernières

en défendant leur cause et en réalisant des programmes ainsi que des réformes politiques et légales. Lorsque j'étais à la Commission nationale des femmes, j'ai enquêté sur plusieurs cas de violence, aidé les victimes à obtenir justice et contribué à mettre fin à la culture de l'impunité. L'ampleur de la violence sexiste me renforce dans ma volonté d'œuvrer pour la justice et l'égalité des sexes. Il y a encore fort à faire au Népal pour améliorer la situation des femmes et des filles. ■

(De l'anglais)



Mieux prendre soin des personnes âgées et handicapées

En Pologne, les personnes âgées ou en situation de handicap vivent en général dans des foyers. Pour améliorer leur prise en charge, la DDC applique à travers quatre projets pilotes de nouvelles approches qui associent soins, santé et qualité de vie. Les résultats infléchissent déjà le système de santé publique.



Ministry of Health of Poland/Marcin Zebra

Dans les foyers, la DDC développe l'infrastructure et améliore la prise en charge des patients.

(jlh) La DDC améliore la santé et la qualité de vie en Pologne des personnes âgées ou en situation de handicap, ainsi que des jeunes éprouvant des difficultés particulières. Elle travaille au sein de 43 foyers, situés dans quatre régions économiquement faibles. Actuellement, seul un tiers des pensionnaires bénéficient de thérapies d'occupation et de réadaptation. On observe une certaine tendance à «parquer» les gens dans des institutions, note Sophie Delessert, chargée de projet auprès de la DDC.

Si les gens demeurent au contraire actifs et participent à une vie sociale à l'intérieur du home et au-delà, ils restent plus longtemps en bonne santé, se sentent appréciés et respectés. « Il s'agit d'améliorer la relation entre patient et personnel soignant », relève Erika Placella, spécialiste de la DDC en santé publique. « Les soins passent par le dialogue et le respect. » Trois points figurent au premier plan : développer l'infrastructure selon les normes de l'Union européenne (installer des ascenseurs et acheter des fauteuils roulants par exemple), assurer la formation initiale et continue du personnel afin d'accroître la qualité des soins et développer les activités d'animation dans les institutions.

Décentraliser les soins

Les projets prendront fin en même temps que la contribution de la Suisse à l'élargissement de l'UE, c'est-à-dire cette année. « Les approches innovantes, comme celle qui associe services sociaux et médicaux, ont reçu un écho très positif auprès des patients, de leurs proches et du personnel », souligne Sophie Delessert. Nombre d'entre elles seront donc intégrées officiellement dans le système national de soins pour les foyers.

En parallèle, il importe de promouvoir les services de soins décentralisés, pour que les personnes âgées encore alertes ou celles souffrant de handicaps légers puissent vivre chez elles. « Leur maintien à domicile s'impose notamment pour des raisons financières », souligne Erika Placella. « Compte tenu du vieillissement de la population, il ne sera guère possible de financer une prise en charge des personnes âgées si elle est axée uniquement sur les homes. » Les quatre projets de la DDC ont dès lors esquissé des solutions qui pourraient conduire à une diversification et à une décentralisation des soins. ■

(De l'allemand)

L'argent est destiné aux régions fragiles

Le financement des quatre projets en Pologne provient de la contribution suisse à l'élargissement de l'UE. Cofinancée à raison de 15% par l'État polonais, leur mise en œuvre incombe aux services régionaux des affaires sociales. Les 58 projets de la DDC et du Seco en Pologne forment le plus grand programme bilatéral de coopération que la Suisse ait jamais soutenu. Sur un budget total de 489 millions de francs, environ 40% sont alloués aux quatre régions structurellement faibles du sud-est du pays.

Plus fort que la terreur

Le mouvement fondamentaliste nigérian Boko Haram a mis à feu et à sang toute la zone qui entoure le lac Tchad. Plus de 280 000 personnes ont fui les violences rien que dans la région de Diffa, au Niger. Une ONG italienne, soutenue par la DDC, aide les victimes du conflit à surmonter leurs traumatismes et à redonner du sens à leur vie.



Fuyant Boko Haram, des personnes déplacées ont mis en place spontanément des camps de réfugiés.

#BringBackOurGirls

En 2014, le hashtag #BringBackOurGirls fait le tour du monde. C'est l'appel désespéré lancé sur Twitter par des activistes nigériens pour attirer l'attention de la communauté internationale sur l'enlèvement de 276 lycéennes chrétiennes d'une école de Chibok, au nord-est du Nigeria. Dans la nuit du 14 au 15 avril 2014, un commando de Boko Haram a fait irruption dans le collège, arraché les filles à leur sommeil, les a chargées sur des camionnettes et a disparu en direction de la forêt de Sambisa, bastion des djihadistes. Les filles se sont évaporées dans la nature. En octobre dernier, près de 200 lycéennes étaient toujours séquestrées. Le groupe terroriste diffuse régulièrement des vidéos de ses otages.

(Ib) « Je me suis souvent demandé où ils trouvaient la force d'aller de l'avant », raconte Marzia Vigliaroni. La cheffe de mission de l'ONG italienne Coopération internationale (Coopi) au Niger fait référence aux centaines de milliers de déplacés internes et de réfugiés qui ont fui la terreur imposée par l'organisation djihadiste Boko Haram. « Ils ont tout perdu : leurs maisons ont été brûlées, leurs proches égorgés et leurs animaux massacrés. Pourtant, ils continuent d'avancer. » Coopi œuvre dans les camps de réfugiés et les campements informels qui ont vu le jour près de Diffa, au sud-est du Niger. Au-delà de l'intervention humanitaire classique, l'ONG apporte une aide psychosociale à la communauté locale. Les personnes déplacées ont un énorme besoin d'exorciser les atrocités qu'elles ont vécues. « Les premiers dessins réalisés par les enfants m'ont fortement marquée », se souvient Marzia Vigliaroni. « Ces jeunes déplacés n'employaient que le rouge et le noir, les couleurs de la mort et du sang qu'ils avaient vues partout. Ils dessinaient les têtes coupées d'un côté, les corps de l'autre, ainsi que les couteaux incurvés utilisés pour la décapitation. »

Fuir Boko Haram

Les premières attaques de Boko Haram remontent

à 2009. Elles se concentraient surtout sur l'État de Borno, au nord-est du Nigeria. Depuis 2013, le conflit s'est étendu à toute la région qui entoure le lac Tchad. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) y enregistrait, fin mai 2016, plus de 2,7 millions de personnes déplacées.

La plupart ont trouvé refuge au sein des communautés locales, dans des abris de fortune faits de paille, de tôle, de textile ou de plastique. « Dans la région de Diffa, les campements informels se situent le long de la route nationale 1 qui longe la frontière avec le Nigeria », explique Rudolf Krebs, responsable du programme humanitaire régional de la DDC au Sahel. « Les déplacés ne veulent pas se rendre dans les camps du HCR, car ceux-ci sont trop éloignés de la frontière. De jour, ils sont nombreux à retourner au Nigeria pour leur travail. »

Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU, quelque 280 000 personnes étaient en fuite dans la seule région de Diffa, fin juin 2016. Il s'agit de déplacés internes, de citoyens du Niger qui sont rentrés après avoir vécu au Nigeria ainsi que de réfugiés en provenance d'autres États voisins. Près de 80% d'entre eux vivent chez des membres de la famille et des amis ou sont accueillis par les communautés locales. Celles-ci sont

déjà durement touchées par les sécheresses et les inondations récurrentes, le changement climatique et la désertification. Pour rappel, le Niger est le pays le plus pauvre du monde. Dans la zone de Diffa, plus d'un demi-million de personnes dépendent des acteurs humanitaires, qui interviennent dans un environnement extrêmement isolé, semi-désertique et dangereux.

Reconstruire le quotidien

L'assistance humanitaire classique ne suffit pas. Par-

velles générations», relève M^{me} Vigliaroni. «S'ils trouvent un travail et parviennent à donner un sens à leur vie, il y a de bonnes chances pour que les garçons ne soient pas recrutés par Boko Haram et que les filles ne finissent pas dans le milieu de la prostitution.»

Briser la spirale de la violence

Au Niger, une grande partie de la population associe les troubles mentaux à un quelconque sortilège ou à un mauvais œil qui disparaît avec l'aide



Des activités de loisirs, comme le sport, aident à surmonter les traumatismes.

mi ceux qui ont échappé à la barbarie de l'organisation djihadiste, beaucoup présentent des troubles mentaux. «Nous observons en particulier les pathologies suivantes : dépression, anxiété, stress post-traumatique, phobies, apathie et angoisse», indique Marzia Vigliaroni. Coopi fournit une assistance psychosociale. Elle aide les victimes à surmonter leurs traumatismes, à retrouver un équilibre et à reconstruire leur vie quotidienne. Les enfants, les adolescents et les femmes figurent au centre du projet. Les premiers profitent, une fois par semaine, d'activités récréatives : jeux, chant, danse, sport ou dessin. Les plus traumatisés bénéficient également d'une aide psychologique. Tous jouent, plaisantent, courent après un ballon et fréquentent l'une des cinquante écoles d'urgence qui ont été créées par Coopi dans la région.

Les adolescents suivent, eux, des cours d'alphabétisation. Quarante étudiants nigériens ont, par ailleurs, passé l'examen d'État grâce à un programme à distance. «Nous construisons l'avenir des nou-

d'un guérisseur ou d'un sorcier. Les médecins eux-mêmes ne sont pas correctement formés pour identifier ces maladies. C'est pourquoi Coopi forme également les infirmiers et les enseignants afin qu'ils puissent en reconnaître les symptômes. «Six psychologues sensibilisent la communauté aux causes et aux manifestations des troubles mentaux. À la fin de la rencontre, ils se mettent à disposition pour des consultations individuelles», explique la cheffe de mission au Niger. Les gens veulent aller de l'avant et luttent pour un avenir meilleur. «Nous devons briser la spirale de la violence», souligne Rudolf Krebs. Et de conclure : «Le soutien psychosocial est essentiel pour que les hommes, les femmes et les enfants ne cultivent pas en eux le désir de vengeance, mais celui de reconstruire leur vie.» ■

(De l'italien)

Crise dans la région du lac Tchad

«Des millions de personnes sont confrontées à la faim, à la guerre et à d'horribles violations des droits de l'homme dans le bassin du lac Tchad. C'est l'une des pires crises humanitaires du monde», a rappelé en septembre dernier Jan Eliasson, vice-secrétaire général des Nations Unies. Selon le HCR, plus de 9 millions de personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire et 6,3 millions souffrent de la faim. Dans un rapport intitulé *Children on the move, children left behind*, l'Unicef évalue à plus de 1,4 million le nombre d'enfants déplacés et à un million au moins ceux qui sont piégés dans les zones contrôlées par Boko Haram. Depuis 2014, le groupe terroriste a commis 86 attentats-suicides en utilisant des mineurs.

DDC interne



DDC

Renforcement du Croissant-Rouge tunisien

(bm) Assister les populations de montagne affectées par le froid de l'hiver ou les milliers de réfugiés et de migrants venant de Libye sont deux exemples d'interventions du Croissant-Rouge tunisien (CRT). Cette organisation caritative est devenue la plus importante de la société civile tunisienne. Pour qu'elle puisse fonctionner comme un acteur moderne, professionnel et efficace, la DDC l'aide à renforcer ses capacités. Elle développe les compétences techniques et interpersonnelles des collaborateurs, promeut une meilleure représentation des femmes ainsi que des jeunes au niveau décisionnel et fait reconnaître le rôle du CRT par les autorités nationales.

Durée du projet : 2016-2018
Volume : 1,1 million CHF

Améliorer la santé en Moldavie

(dce) En Moldavie, 26% de la population meurt avant l'âge de 70 ans de maladies non transmissibles, telles que le diabète, le cancer et les affections cardiovasculaires ou respiratoires aiguës. Ce taux se révèle trois fois plus élevé qu'en Suisse. En cause : la qualité de vie très faible des malades et un système de santé peu efficace, car celui-ci est orienté davantage vers les traitements que vers la prévention. Pour remédier à ces maux, la DDC coordonne les soins avec les services sociaux et sensibilise la popula-

tion à un mode de vie plus sain. À cette fin, elle collabore avec les communautés et les autorités locales.

Durée du projet : 2016-2020
Volume : 4,53 millions CHF

Formation des conseils municipaux en Macédoine

(scwau) Poursuivant son processus de décentralisation, la Macédoine a transféré, depuis 2001, de nombreuses compétences aux communes. Les conseillers municipaux manquent, cependant, de connaissances et d'informations. En outre, ils ne sont pas suffisamment indépendants du gouvernement. Pour renforcer le rôle de surveillance et de représentation de ces élus, la DDC leur propose des formations spécifiques et des programmes d'apprentissage par des pairs. Les exécutifs locaux se révèlent dès lors plus efficaces et mieux armés pour que leurs actions ainsi que leurs budgets répondent aux besoins des citoyens.

Durée du projet : 2016-2020
Volume : 4 millions CHF

Partage d'expertise dans la santé

(dey) L'initiative de coopération « Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau » (Esther) vise à renforcer les systèmes de santé des États à revenu faible et intermédiaire. Elle couple les hôpitaux et les instituts de recherche suisses avec des établissements de même type



Kainaz Amara/NY/Redux/laif

dans les pays en développement. L'idée est que ces institutions puissent échanger leurs expériences et leur expertise, afin d'en tirer un bénéfice mutuel. Le projet se concentre en particulier sur la santé sexuelle et reproductive, y compris le sida.

Durée du projet : 2016-2019
Volume : 1,45 million CHF

Contribution à ONU-Eau

(dey) « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » d'ici à 2030 : tel est le sixième Objectif de développement durable (ODD) porté par l'ONU. Pour atteindre ce but



Pep Bonet/Noor/laif

ambitieux, ONU-Eau a pour mission d'unifier les actions et les initiatives relatives à l'eau ainsi que l'assainissement des différentes agences onusiennes. La DDC aide cet organe à renforcer son efficacité institutionnelle et opérationnelle, afin qu'il puisse jouer un rôle moteur de coordination dans la mise en œuvre et le suivi du sixième ODD.

Durée du projet : 2016-2020
Volume : 2,5 millions CHF

Sauvetage des naufragés en Méditerranée

(mpe) L'organisation non gouvernementale Migrant Offshore Aid Station (MOAS) sauve de la noyade un maximum de personnes qui tentent de rejoindre l'Occident depuis les côtes libyennes. Son navire de sauvetage, baptisé



Jason Fibero/MOAS

Phoenix, est équipé des instruments les plus performants, tels des drones hélicoptères dotés de caméras capables de repérer la moindre embarcation à la dérive. En un an et demi, ce sont quelque 26 500 personnes qui ont été sauvées d'une mort quasi certaine. La DDC a été la première organisation étatique à soutenir le travail de MOAS.

Durée du projet : 2016
Volume : 250 000 CHF

Aide à Haïti après l'ouragan Matthew

(ung) Le 4 octobre dernier, des vents mesurés à plus de 250 km/h se sont abattus sur le sud-ouest d'Haïti, causant d'importants dégâts et faisant des centaines de victimes. La DDC a envoyé plusieurs détachements du Corps suisse d'aide humanitaire. Durant un mois, les experts suisses ont fourni de l'eau potable et du matériel pour des abris d'urgence dans la région de Port-Salut, où les besoins sont les plus importants. La DDC aide désormais Haïti, pays qui figure parmi ses priorités, à se remettre progressivement du passage de l'ouragan Matthew. Ses équipes débloquent les routes et les parcelles agricoles pour relancer l'économie dans les zones détruites. Elles reconstruisent également les écoles.

Durée du projet : octobre 2016-février 2017
Volume : 4 millions CHF

Les premiers pas vers un monde meilleur

Après avoir adopté en septembre 2015 l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable, les pays signataires doivent définir les mesures à prendre pour mettre en œuvre ce texte. En Suisse, un rapport sera présenté au Conseil fédéral d'ici à 2018. Certaines ONG souhaitent accélérer le rythme et impliquer l'ensemble des acteurs dans le processus. Par Luca Beti.



Georgios Kefalas/Keystone

Préparation de légumes au printemps 2016, à Bâle, pour sensibiliser le public au gaspillage alimentaire: le volume des déchets en Suisse doit être réduit de moitié par habitant d'ici à 2030.

Les objectifs sont connus, mais il faut définir une feuille de route. C'est, en résumé, ce sur quoi planche la Suisse en ce moment. «Nous voulons rassembler tous les morceaux du puzzle et identifier dans quels domaines il y a des pièces manquantes», explique Andrea Ries, chargée à la DDC de coordonner la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de développement durable.

Le document, adopté en septembre 2015 par 193 chefs d'État et de gouvernement, rassemble les Objectifs du Millénaire pour le développement et l'Agenda de Rio. Avec 17 Objectifs de développement durable (ODD) et 169 sous-objectifs, il veut léguer un monde meilleur aux générations futures d'ici à 2030. Il s'agit, par exemple, d'éliminer toutes les formes de pauvreté, de mettre fin à la famine, de réduire les inégalités, de sauvegar-

der les écosystèmes, d'exploiter les ressources d'une manière durable et de promouvoir la paix. Autant les pays du Sud que ceux du Nord doivent s'y atteler.

Deux ans pour déterminer la route

La Suisse entend apporter sa contribution. Après avoir joué un rôle clé dans la formulation de l'Agenda 2030, elle souhaite désormais promouvoir sa mise en œuvre au niveau national et, dans le même temps, définir sa participation sur le plan international. Dans le cadre d'un processus interdépartemental dirigé par la DDC et l'Office fédéral du développement territorial, un groupe de travail déterminera quelles mesures doivent être adoptées pour atteindre les ODD. «Prenons par exemple le sous-objectif 12.3 qui vise à réduire

Suivi des ODD

Depuis 2003, le développement durable en Suisse est évalué par l'intermédiaire d'un système d'indicateurs dénommé Monet (de l'allemand «Monitoring der Nachhaltigen Entwicklung»). Aujourd'hui, 73 indicateurs mesurent la qualité de vie, la répartition des ressources ou l'exploitation de l'environnement à l'intérieur des frontières nationales. À l'avenir, il sera nécessaire de les adapter à l'Agenda 2030. Caritas demande au Conseil fédéral de nommer une commission extraparlamentaire permanente avec le mandat de promouvoir les échanges, de formuler des recommandations et de vérifier l'application de l'Agenda 2030. Alliance Sud promeut avec d'autres ONG la création d'une plate-forme pour la société civile. Il s'agirait d'une sorte de chien de garde ayant pour mission de surveiller la mise en œuvre des ODD par la Suisse sur son territoire et à l'étranger. www.bfs.admin.ch, «Monet» www.agenda2030.admin.ch



Les instituts de recherche de renommée mondiale, tels que le Cern à Genève, constituent un atout pour la Suisse dans la mise en œuvre des ODD.

Mononguel/Lucatis/Sciences/lat

La Suisse, en tête depuis huit ans

Selon le rapport du Forum économique mondial sur la compétitivité globale 2016-2017, la Suisse occupe la première place du classement mondial en ce qui concerne l'innovation, la stabilité macroéconomique, le système éducatif et les instituts de recherche. Ces atouts peuvent être exploités dans le cadre de la mise en œuvre des ODD. « Grâce aux compétences dont elle dispose dans divers domaines, la Suisse a toutes les cartes en main pour devenir un protagoniste dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 », estime Sabine Döbeli, directrice de Swiss Sustainable Finance. « Le monde économique helvétique ne doit pas considérer les ODD comme un obstacle, mais au contraire comme une occasion de favoriser l'innovation, la recherche et l'efficacité. Certaines grandes entreprises ont déjà indiqué quelle pourrait être leur contribution à la réalisation des ODD. »
www.weforum.org,
 « Global Competitiveness Report »

de moitié le gaspillage alimentaire par habitant et à diminuer les pertes de nourriture tout au long de la chaîne de production et d'approvisionnement. Nous devons nous demander si la Suisse doit adopter un objectif similaire. Chez nous aussi, un tiers des aliments finissent à la poubelle», souligne Andrea Ries.

D'ici au début de 2018, le groupe de travail devra présenter au Conseil fédéral un rapport dans lequel seront formulées des recommandations et des mesures concrètes pour mettre en œuvre l'Agenda 2030. Aux yeux d'Alliance Sud, le délai de deux ans nécessaire à cette mise en route est trop long. Il est en outre nécessaire d'impliquer tous les protagonistes dans ce processus. « Si nous voulons vraiment trouver les points faibles, les problèmes réels et les domaines dans lesquels une action est nécessaire, tous les acteurs de la société civile doivent être impliqués. Celle-ci dispose en effet d'un énorme bagage d'expériences et de compétences », affirme Eva Schmassmann, d'Alliance Sud. « La Confédération a pour cela créé la plate-forme Dialogue 2030 qui vise à renforcer la collaboration de tous et à chaque niveau institutionnel », explique Andrea Ries. Cet outil encourage le débat sur la mise en œuvre du développement durable par la Suisse, que ce soit à travers sa politique nationale ou étrangère.

Pivot de l'Agenda 2030

La communauté internationale a assigné un rôle fondamental au domaine privé. « C'est unique-

ment grâce à ce secteur qu'il sera possible de mobiliser les énormes sommes d'argent nécessaires à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 », rappelle Sabine Döbeli, directrice de Swiss Sustainable Finance. « Le secteur financier peut être le pivot des Objectifs de développement durable », estime-t-elle. « D'une part, il est capable de mobiliser des capitaux privés au moyen des instruments appropriés. D'autre part, dans le cadre de ses services, il peut sensibiliser les entreprises sur les conditions de travail et la pollution de l'environnement. » Présente au premier Forum politique de haut niveau sur le développement durable de l'ONU, qui s'est tenu en septembre dernier, Sabine Döbeli y a perçu un climat général d'euphorie parmi les pays participants. « Malgré les énormes défis, tous semblent motivés à les affronter », relève-t-elle. Selon Eva Schmassmann, il manque toutefois encore en Suisse une réelle volonté politique. « Le gouvernement n'a pas mis à disposition les moyens financiers et les outils réglementaires nécessaires à la promotion de l'Agenda 2030 », indique la responsable de la politique de développement d'Alliance Sud.

Ne pas penser de manière cloisonnée

La Suisse, petit pays pauvre en matières premières, dépend, dans un monde globalisé, de l'étranger. « Malgré cette interdépendance, nous ne prenons pas en compte les conséquences de nos décisions politiques au-delà des frontières nationales », souligne Marianne Hochuli, de Caritas Suisse. « Afin d'améliorer la cohérence politique, nous demandons au Conseil fédéral de mettre sur pied une commission d'experts chargée d'évaluer de possibles incompatibilités et conflits d'intérêts avec les Objectifs du développement durable. Nous devons cesser de penser de manière cloisonnée. » Pour l'heure, la Confédération a intégré les ODD dans la stratégie de développement durable 2016-2019 ainsi que dans le message sur la coopération internationale 2017-2020. Par ailleurs, depuis 2003, le développement durable à l'interne est évalué grâce à un système d'indicateurs nationaux. La Suisse ne part donc pas de zéro, mais n'est pas non plus proche de la ligne d'arrivée. ■

(De l'italien)

Fragile stabilité au Maroc

«Le Maroc est la seule marmite tiède de la région. Toutes les autres sont sur le feu.» C'est ainsi qu'un député européen, en visite au Maroc, commentait en 2013 la situation du pays en comparaison avec celle de ses voisins, proches et lointains. Dire que la marmite marocaine est «tiède» pouvait signifier qu'elle a été bouillante un moment et qu'elle a refroidi entre-temps ou qu'elle se trouvait dès le départ à température modérée. Lorsque nous faisons le bilan cinq ans après les soulèvements de 2011, la première hypothèse paraît plus plausible. Le Maroc subit, en effet, de temps à autre des secousses de plus ou moins forte intensité et finit, après coup, par retrouver son accalmie habituelle.

Mises à part les manifestations usuelles et autres émeutes éparses, le Maroc a eu chaud à deux reprises dernièrement. Le 20 février 2011, des manifestations ont eu lieu dans des dizaines de villes pour exiger plus de liberté et de démocratie notamment. La deuxième journée qui s'est révélée agitée fut le 30 octobre 2016. Dans la ville d'Al Hoceima, au nord du pays, le

vendeur de poisson Mouhcine Fikri a été broyé par une benne à ordures dans laquelle il a rejoint sa marchandise abusivement rejetée par les autorités. Le jeune homme du Rif, peu fortuné, a été touché dans sa dignité par un pouvoir abusif, arrogant et corrompu. Une vague d'indignation a immédiatement déferlé sur les réseaux sociaux et un soulèvement spontané a ébranlé vingt villes du Maroc.

Comme l'immolation de Mohamed Bouazizi en 2011 en Tunisie, le décès de Mouhcine Fikri a suscité la colère du peuple. Ce dernier est descendu une nouvelle fois dans la rue pour dire non à la *hogra*, terme désignant l'humiliation et l'abus de pouvoir en arabe dialectal marocain. L'événement rappelle à quel point l'indignation demeure terrée et prête à s'exprimer tant que les injustices politiques et économiques sont de mise.

Mais d'où vient ce malaise récurrent? Qu'est-ce qui permet de maintenir la tiédeur de la marmite après coup? Commentons par ausculter les raisons du

mal-être. Celles-ci se résument, depuis cinq ans, en quelques dysfonctionnements structurels souvent énumérés par les chercheurs et de temps en temps pointés du doigt par les éditorialistes. La première raison est la corruption, ainsi que le maintien de privilèges indus et d'autres passe-droits qui rendent le simple citoyen désespéré, sans recours pour accéder à un traitement équitable. La deuxième lui est fortement liée: il s'agit de la propension du système politico-sécuritaire à traiter les simples gens, démunis ou juste sans appui, avec arrogance et parfois avec une violence illégitime. La troisième est la tendance encore répandue à la soumission et à la servitude volontaire. Du coup, lorsque le ras-le-bol est à son comble, la réaction n'est plus maîtrisable. La quatrième est la force des groupements et des discours identitaires (islamistes, sahraouis ou amazighes) susceptibles, face à la faiblesse des solutions économiques, d'alimenter les tensions.

Le soufflé finit, pourtant, par retomber pour plusieurs raisons également. D'abord, il y a le

sentiment de ne pas être dans un système complètement autoritaire et étouffant: c'est davantage l'urgence de la réforme qui est recherchée plutôt que l'imminence de la révolte. Ensuite, le quadrillage et l'encadrement administratifs facilitent la surveillance, non seulement verticale, mais sociale. Enfin, la diversité des leviers de pouvoir permet de multiplier les voies de sortie possibles pour ceux qui gouvernent. Mais est-ce tenable sur la durée? En tout cas, cette configuration permet au pouvoir de s'adapter rapidement ainsi qu'à des franges organisées et sensibles de la société de maintenir la pression par à-coups. C'est peut être de cette manière que le Maroc avancera: par à-coups. ■



Driss Ksikes, né en 1968 à Casablanca, est écrivain et journaliste. Ancien rédacteur en chef du magazine *TelQuel* (2001-2006), il est actuellement professeur à l'Institut des hautes études de management, à Rabat. Il dirige le centre de recherche de cet établissement et sa revue *Economia*. Driss Ksikes réalise des projets dans le domaine des médias et de la culture, en partenariat avec plusieurs laboratoires du Maghreb et de la Méditerranée. Il anime, en outre, des ateliers d'écriture et collabore avec plusieurs publications culturelles. Dramaturge, il est également auteur de quelques récits et essais.



Jeunes photographes du Bangladesh

Les jeux de couleurs et de lumières sont le trait commun des images envoyées par les jeunes photographes bangladais qui ont participé au concours Focus on Culture. Celui-ci a été organisé récemment à Dacca par la DDC et l'ambassade de Suisse. Les douze photos lauréates offrent des regards fascinants sur la vie et la culture du pays.

1



2



«Rôle de la culture et contrastes sociaux, entre tradition et modernité»: tel était le cadre thématique imposé aux jeunes participants au concours. Un total de 353 photos a été envoyé par 92 jeunes photographes. Aysha Siddiqua, âgée de 25 ans, figure parmi les lauréats. «La photo est ma passion. Le concours a constitué une occasion unique de faire partager au monde ma vision créative», explique la photographe amateur et étudiante en littérature anglaise. En guise de prix, les gagnants ont pu exposer leurs photos publiquement et participer à un atelier chez le photographe professionnel bangladais GMB Akash. «Les échanges in-

tensifs avec les autres photographes durant l'atelier m'ont appris davantage, en trois jours, que tout ce que j'avais fait jusque-là», s'enthousiasme Aysha Siddiqua.

Pour en savoir plus sur le concours : www.focusonculture.net

3



4



1. Jeux lors du festival Holi; *FH Priok*
2. Festival Sakrain (fête de l'hiver); *Md. Itmam Akif*
3. Vie et culture au Bangladesh; *Aysha Siddiqua*
4. Fillette au festival Holi; *Sazid UL Haque*
5. Rakher Upobash (festival religieux impliquant le jeûne); *Ziaul Haque Oisharjh*
6. Un voile pour cacher mon visage; *Al Zihad*
7. Couleur de la joie au festival Holi; *Minhajul Abedin*
8. Portrait au festival Holi (fête du printemps hindoue); *Daud Khan*



8



7



5



6





9

9. Train au Bangladesh ; *Mohammad Osman Goni*



10

10. Prière ; *Shaun Khan*

11. Rash Purnima (festival religieux hindou et jaïn) ;
Mohammed Anamul Haque

12. Célébration du festival Ful Bizu (la plus grande fête socioreligieuse
de l'ethnie chakma) ; *Malthas Chakma*



11

12



Service



Outil pédagogique

L'humanité – objet d'un projet scolaire

(bf) Besoins humanitaires croissants, crises régionales et internationales, violence, conflits, catastrophes naturelles et situations régionales complexes, tels les déplacements forcés et les migrations : voilà plusieurs types de défis humanitaires qui appellent des solutions durables. Les principes d'humanité, de neutralité et d'indépendance sont à la base de toutes les actions humanitaires dans le monde. Le projet scolaire et outil pédagogique « Humanity », destiné aux élèves de 13 à 18 ans, invite ceux-ci à se pencher de plus près sur ces principes fondamentaux. Il vise non seulement à sensibiliser les jeunes, mais aussi à leur fournir les moyens de se forger leur propre opinion. Structuré en modules, cet outil pédagogique peut être appliqué dans son ensemble ou pièce par pièce. Les enseignants intéressés ont la possibilité d'obtenir un appui pédagogique gratuit. Le projet comprend aussi des échanges en direct avec des spécialistes de l'aide humanitaire.

Informations complémentaires :
<http://project-humanity.info/fr>

La femme du bout du monde

(er) Une voix profonde et chaude, mais un peu éraillée, chante ou, mieux, « scatte », éructe et crie les paroles de ce disque. Cette voix est celle de la Brésilienne Elza Soares que la BBC a sacrée « chanteuse du millénaire » en 2000. Les morceaux de son 34^e album studio sont tout sauf gentils. À 80 ans, l'icône de la samba habille sa musique d'avant-gardisme venu de São Paulo pour créer un son fracassé, expérimental et « sale ». Les riffs de guitare, souvent

dénaturés mais parfois harmonieux, le grondement des cuivres, les claquements des percussions et les aspérités du scratch soulignent les textes qu'Elza Soares chante tantôt à gorge déployée, tantôt avec une douceur onctueuse. Parlant de



répression, d'injustice, des démunis, des femmes et des Noirs, les chansons plongent leurs racines dans les *favelas* où Elza Soares a grandi. Elles évoquent aussi ses catastrophes relationnelles, ses problèmes avec l'alcool et sa carrière musicale en dents de scie. Contée de la sorte, sa vie mouvementée reflète l'histoire de son pays en un chef-d'œuvre unique.

Elza Soares : « *The Woman At The End Of The World* » (Mais Um Discos/Indigo)

Fabuleux panachage

(er) Aucun risque de s'ennuyer en écoutant cette superbe compilation bien documentée. Elle présente des groupes et des artistes de la scène musicale alternative d'Ukraine, tous pratiquement inconnus dans nos contrées. L'idée du disque remonte pour l'essentiel aux bouleversements politiques lancés il y a trois ans sur la place Maïdan, à Kiev. Le CD contient une incroyable variété stylistique, allant du chaos ethnique à l'ukrobilly en passant par le klezmer, le Maïdan reggae, le punk, le rock et l'électro. Le timbre des voix profondes des hommes et des voix cristallines des femmes peut être aussi bien coloré, vibrant, puissant et âpre que doux et chaud. Parmi les instruments de musique, mentionnons des cordes, des vents, un accordéon, une cornemuse, une contrebasse et des percussions. Le disque déroule seize morceaux aux paroles fortes et porteuses d'espoir, mais aussi des chansons plus douces et nostalgiques qui poussent parfois à chantonner ou à siffloter, d'autre fois à fermer les yeux et à se laisser porter par la musique. Le panachage est si fabuleux qu'on ne se lasse pas de le réécouter.

Divers artistes : « *Borsh Division* –



Future Sound Of Ukraine
(Trikont/Musikvertrieb)

Chants entre quatre murs

(er) Dépourvus de vernis globalisant, les quatorze morceaux de cet album n'ont pas vu le jour dans un studio sophistiqué. Ils ont été enregistrés en Afrique australe par le Zomba Prison Project, mené dans une prison de haute sécurité au Malawi, l'un des pays les plus pauvres du monde. Construit au début du 20^e siècle pour 340 détenus, l'établissement accueille aujourd'hui 2000 personnes. Quelques-unes d'entre elles – femmes ou hommes de moins de 20 ans à plus de 60, condamnés pour meurtre ou pour vol – ont affronté le micro ou empoigné une guitare. Chantées sur un accompagnement sommaire ou a capella, les paroles évoquent les actes commis et le quotidien carcéral, le plus souvent en chichewa, la langue maternelle des détenus. À l'état brut, avec parfois une impression d'inachevé, ces « chants de l'inouï » sont aussi harmonieux que mélodieux, même s'ils laissent parfois transparaître l'hésitation et la maladresse des artistes. La voix de fausset d'un



Musique

homme et les trilles des femmes portent de manière poignante leur message commun – « Je n'arrêterai pas de chanter » – par-delà les murs de la prison. *Divers artistes : « I Will Not Stop Singing – Zomba Prison Project » (Six Degrees/Hoanzl)*

Perspective globale

(dg) Le programme de la 20^e édition des Filmtage21 présente une fois de plus de nouveaux films qui, accompagnés d'un dossier pédagogique, favorisent l'enseignement du développement durable. Cette année, l'accent est mis sur l'environnement, la société et l'économie : énergies renouvelables au Danemark, au Mali et en Espagne, justice climatique mondiale ainsi



que récit d'une communauté autochtone de Colombie qui doit faire place à une gigantesque mine de charbon. Prenons l'exemple de l'huile de palme, présente dans presque toutes les denrées alimentaires, l'un des films met en évidence des connexions à l'échelle mondiale. D'autres racontent le quotidien d'Aïcha et de ses amis sénégalais ou l'histoire d'Anatole qui a peu à peu apprivoisé son handicap pour en tirer avantage. Un dernier groupe de films est consacré aux chances et aux défis du tourisme.

Filmtage21, dès le 8 mars à Saint-Gall, Coire, Zurich, Lucerne, Fribourg, Brigue, Bâle et Berne ; programme : www.education21.ch/de/filmtage



Une constellation familiale particulière

(wr) Depuis que leurs parents sont séparés, Sara et sa jeune sœur, Catalina, vivent avec leur mère. Comme pour beaucoup d'adolescentes, leur quotidien est rythmé par l'école, les petites querelles, les premiers émois amoureux, des taquineries et les repas en famille. Pour son 13^e anniversaire, Sara prévoit d'organiser une fête chez elle. À l'école, elle entend cependant des questions qui la déstabilisent. Car sa mère a quitté son père pour une femme, avec qui elles vivent désormais. Pour son film *Rara*, la réalisatrice chilienne Pepa San Martin a écrit un scénario d'une légèreté confondante sur le quotidien d'une jeune fille de 12 ans se trouvant dans une situation qui la confronte sans cesse à des questions de genre. La mise en scène met l'accent sur le rôle de ce qui est invisible : les petits gestes anodins, les phrases inachevées et les regards qui marquent la vie de tous les jours et peuvent avoir une grande influence sur celle d'un enfant. *Pepa San Martin : « Rara », long métrage, Chili, 2016 ; DVD ou en ligne ; www.trigon-film.org*

Quel est le goût de la patrie ?

(bf) Les gens obligés de fuir leur pays doivent le plus souvent abandonner sur place toutes leurs possessions matérielles. Leurs bagages culturels sont toutefois pleins à craquer, de traditions culinaires par exemple. Issu d'un projet de l'association zurichoise Solinetz, un livre de recettes inhabituel, *La cuisine des réfugiés*, invite le lecteur à parta-

ger le repas et le récit de ces personnes en provenance de différentes régions du monde : Afghanistan, Érythrée, Guinée, Honduras, Irak, Kurdistan, Liban, Mongolie, Ossétie du Sud, Pérou, Sénégal, Sri Lanka, Syrie, Tibet, Ukraine et Yémen. À travers la préparation des différents plats – du poisson aux amuse-bouches, de la potée au dessert à base de riz sucré –, les recettes et narrations offrent une approche unique de ces multiples destins individuels. Elles mettent aussi en lumière toute la valeur sociale du repas en commun.

Séverine Vitali et Ursula Markus : « La cuisine des réfugiés », Helvetiq, Lausanne, 2016

Fuir la guerre

(bf) Pour son travail de diplôme en design axé sur l'illustration à la Haute école spécialisée de Lucerne, Francesca Sanna a choisi un sujet complexe et ardu pour un livre de jeunesse. Née en Sardaigne, mais vivant à Zurich, la jeune femme de 27 ans a voulu adopter le point de vue d'un enfant pour raconter l'histoire d'une famille qui fuit la guerre. Cette idée lui est venue lorsqu'elle a rencontré deux jeunes filles dans un centre pour réfugiés en Italie. Elle s'est ensuite entretenue avec de nombreux migrants. Le résultat de son travail est un succès total : l'ouvrage de l'illustratrice est non seulement dense et captivant, beau et fouillé, mais surprend aussi par sa légèreté et sa pertinence. Il lui a valu de remporter en 2016 la médaille d'or de la Société des illustrateurs de



New York dans la catégorie « Livre », soit l'équivalent de l'Oscar de l'illustration.

Francesca Sanna : « Partir – Au-delà des frontières », Gallimard Jeunesse, Paris, 2016

Trafiquants d'êtres humains

(bf) La détresse des réfugiés qui s'échouent par milliers sur les côtes européennes est une aubaine pour les passeurs, les kidnappeurs, les contrebandiers et les djihadistes. Les enlèvements sont aussi une source lucrative pour financer le terrorisme, les victimes étant le plus souvent des journalistes occidentaux et le personnel des organisations d'entraide. Journaliste spécialisée dans le terrorisme et son financement, l'Italienne Loretta Napoleoni explore dans son livre *Marchands d'humains* les coulisses de ce juteux trafic. L'ouvrage se fonde sur une série d'entretiens exclusifs avec d'anciens otages, des négociateurs ainsi que des collaborateurs de l'ONU et du CICR. Les propos recueillis font apparaître le réseau très professionnel de la traite d'êtres humains, qui s'étend d'Afrique occidentale à la Libye et relie la Syrie à l'Europe. Des organisations comme al-Qaïda et l'État islamique mettent ce réseau à profit pour financer leurs activités terroristes : ceux qui sont à l'origine de la crise des réfugiés sont aussi ceux qui en profitent le plus.

Loretta Napoleoni : « Marchands d'humains – Kidnapping, rackets et terrorisme », Calmann-Lévy, Paris, 2016

Les mirages de l'Occidentus de Yaoundé

(jls) Son blues envoûtant et sa voix légèrement voilée ont fait connaître Blick Bassy dans le monde entier. Mais on découvre aujourd'hui que le musicien camerounais a aussi des talents



d'écrivain. Un an après la sortie de son troisième album, *Akô*, il vient de publier un roman intitulé *Le Moabi Cinéma*. Cette comédie humaine raconte les tribulations de cinq jeunes Camerounais qui rêvent de partir vers l'Europe ou les États-Unis. En attendant un hypothétique visa, ils tuent le temps à Yaoundé en buvant des bières, en draguant et en jouant au football. Leur désir d'Occident se nourrit des témoignages enjolivés de quelques émigrés qui reviennent au pays. Un jour, un membre de la bande, Boum Biboum, s'égare dans la forêt en allant rechercher un ballon. Il y découvre un mystérieux *moabi*, arbre tropical géant, dans lequel est incrusté un écran géant. Les images diffusées lui montrent la réalité de la vie en Occident : on y travaille dur, les problèmes sont multiples et beaucoup de laissés-pour-compte sont des immigrants africains. Ce premier roman de Blick Bassy fait une large place au « camfranglais »,

un mélange de français et d'anglais, truffé de mots tirés des 260 langues indigènes parlées au Cameroun.

Blick Bassy : « Le Moabi Cinéma », Gallimard, Paris, 2016

Une voix pour l'humanité

(lb) Au cours de son existence, Cornelio Sommaruga a officiellement prononcé 1169 discours. En réalité, sans doute un peu plus. Celui qui fut président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de 1987 à 1999 a pris la parole pour défendre les plus faibles, la liberté, la justice, le respect et la responsabilité, mais également pour dénoncer les violations répétées du



droit international humanitaire dans un monde de plus en plus belliqueux à la suite de l'effondrement du Mur de Berlin. Brillant orateur et communicateur, le polyglotte Sommaruga a fait de la parole l'arme la plus efficace du CICR. La publication *Im weltweiten Einsatz für Humanität* présente 18 discours dans leur langue originale – italien, allemand, français, anglais – et dans leur version intégrale.

Les textes sont introduits par une contextualisation historico-politique et accompagnés d'un chapitre qui résume les thèmes principaux. En annexe, l'ouvrage propose la liste systématique des quelque 1100 discours que Cornelio Sommaruga a prononcés en tant que diplomate, président du CICR et personnalité privée.

Joseph Jung (éd.) : « Im weltweiten Einsatz für Humanität – Cornelio Sommaruga », Libro, Zurich, 2016

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent prendre part à la manifestation. *Informations : Service de conférences du DFAE, Information DFAE Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 058 462 31 53 ; courriel : vortragsservice@eda.admin.ch*

Coup de cœur



Plonger dans l'inconnu

Le court métrage « Parvaneh » de la réalisatrice irano-suisse Talkhon Hamzavi a été sélectionné pour l'Oscar du court métrage en 2015.

La poupée que ma tante m'avait offerte à notre départ de Téhéran est restée dans l'avion. Je l'avais oubliée. La procédure à la douane a duré une éternité. Souvenirs d'enfant et perception douloureuse du départ, qui est un saut dans l'inconnu. Depuis, j'ai acquis des certitudes : je préfère l'art et le cinéma, les récits et les images aux chiffres et aux formules. La maison de ma grand-mère n'existe plus. La Suisse est devenue ma patrie, car nous y sommes si bien. Il est difficile de trouver des mots pour décrire ce qui se passe ailleurs dans le monde. Est-ce beaucoup plus grave qu'avant ou bien en savons-nous et en voyons-nous beaucoup plus que naguère ? La chance et les occasions sont réparties de manière inégale entre les gens et les cultures. Si je ne recherche pas vraiment ces vibrations pour mes films, elles se retrouvent dans le nouveau long métrage que je tourne actuellement. Il parlera d'amour, de courage et d'absence de perspectives, de la Suisse, de la Syrie et de la Turquie. Une même devise s'applique au tournage et au contenu de ce film : « L'espoir est la dernière chose qui meurt ».

(Propos recueillis par Jens Lundsgaard-Hansen)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Manuel Sager (responsable)
George Farago (coordination globale)
Sylvie Dervey, Beat Felber, Barbara Hell,
Marie-Noëlle Paccolat, Christina Stucky,
Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf – production)
Luca Beti (lb), Jens Lundsgaard-Hansen (lh),

Zélie Schaller (zs), Jane-Lise Schneeberger (jls),
Fabian Urech (fu), Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Stämpfli SA, Berne

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :
Information DFAE,
Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel : deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Fax 058 464 90 47

www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 47 400

Couverture : Des femmes et des hommes employés dans une mine de charbon en Afrique du Sud ; Roger Cremers/laif

ISSN 1661-1675

« Les femmes et les filles représentent 50% de la population mondiale. Je ne pense pas qu'il soit trop ambitieux de garantir leurs droits. »

Phumzile Mlambo-Ngcuka, page 12

« Plusieurs tentatives ont été menées pour saper mon travail et me décourager. »

Mohna Ansari, page 22

« La poupée que ma tante m'avait offerte à notre départ de Téhéran est restée dans l'avion. Je l'avais oubliée. »

Talkhon Hamzavi, page 35
